

صوتنا في العالم

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,90 F
Algérie, 1,20 D.F.; Maroc, 1,00 D.F.; Tunisie, 1,20 D.F.; Allemagne, 1,20 D.M.; Belgique, 1,20 D.B.; Espagne, 1,20 Ptas.; France, 1,90 F.; Italie, 1,20 L.; Japon, 1,20 ¥.; Royaume-Uni, 1,20 £.; Suisse, 1,20 S.F.; Pays-Bas, 1,20 G.; Danemark, 1,20 D.Kr.; Grèce, 1,20 D.Dr.; Portugal, 1,20 Esc.; Espagne, 1,20 Ptas.; Belgique, 1,20 D.B.; France, 1,90 F.; Italie, 1,20 L.; Japon, 1,20 ¥.; Royaume-Uni, 1,20 £.; Suisse, 1,20 S.F.; Pays-Bas, 1,20 G.; Danemark, 1,20 D.Kr.; Grèce, 1,20 D.Dr.; Portugal, 1,20 Esc.

La « Pravda » met en garde Belgrade contre la politique chinoise
LIRE PAGE 3

REDI 25 AOUT
se mettent en indécision
la fermeture

BULLETIN DE L'ÉTRANGER
Le Pakistan et la non-prolifération nucléaire

CINQ SYNDICATS
Les usines des Voies des Vosges

LA JOURNÉE D'ACTION SYNDICALE

LE DIVERGENCE

ALU

MASS

DE MOUSSE

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Le Pakistan et la non-prolifération nucléaire

En déclarant, mercredi 23 août, que la France « ne souhaitait pas offrir » à son pays l'usage de son traitement des combustibles nucléaires irradiés, le ministre pakistanais de l'Énergie, administrateur de la loi martiale du Pakistan, semble annoncer la fin d'une longue histoire. Si la réponse à M. Valéry Giscard d'Estaing, qui a écrit le 9 août un chef de la lettre pakistanaise, reflète la volonté pakistanaise, on voit mal en effet ce qui pourrait désamorcer le contrat signé au début de l'année 1976. Et le « New York Times » ne se trompe guère, qui annonce que la France ne pourra pas compter sur l'annulation, présentée comme une « importante victoire » du président d'État, Zia, au cours de sa tournée en France.

Le gouvernement français semble enfin tirer les conclusions des déclarations faites lors des premières réunions du conseil de politique nucléaire franco-pakistanaise, fin 1976. Il affirmait que la volonté française de tout faire pour limiter contre les risques de prolifération et mettait un embargo sur la livraison de nouvelles installations industrielles de retraitement.

L'embargo, avait-on dit, ne s'appliquait pas au contrat franco-pakistanaise, qui était antérieur. Mais d'un an après, cependant, on ne cachait plus à Paris qu'on ne serait pas véritablement échappé d'une décision de « Pakistan, alors soumis à d'incessantes pressions américaines, de renoncer à cette usine. Et dès la fin de l'année 1977, on reconstruisait, du côté français, que les efforts étaient accomplis par l'arrêt de certaines installations pour abandonner toute renonciation, du moins à l'usage de la modification de l'installation, qui produirait non plus de plutonium pur — immédiatement utilisable à des fins militaires, — mais un mélange uranium-plutonium. Les déclarations du général Zia, considérées sous cet angle, ressemblent fort à une fin de non-recevoir.

L'abandonnement de cette longue suite de négociations et de déclarations rassurantes serait une victoire du bon sens : en dépit des affirmations de M. Ali Bhutto, puis de son successeur à partir de juillet 1977, on voit mal en quel sens le Pakistan, qui ne possède qu'une centrale nucléaire d'origine canadienne, aurait économiquement besoin d'une installation de retraitement qui rend un important programme nucléaire, appuyé sur un développement des suréquipements, justifierait. Le Pakistan se sentait tout naturellement quelque peu menacé par les capacités militaires nucléaires de son puissant voisin indien. Il n'est évidemment pas difficile de trouver une autre explication à la « volonté acharnée d'Iskhanabad de posséder une telle usine.

Très tôt, les États-Unis, et notamment dès l'été 1976 par la voix de M. Henry Kissinger, ont été relayés par le président Carter lui-même, avaient exprimé leur inquiétude à ce sujet. Et le financement probable de cette affaire ne manquera pas d'être compris comme une victoire, au moins des Américains, du moins les idées qu'ils défendent avec acharnement. Il n'y a guère de doute, en effet, que les positions de Paris et de Washington sur la non-prolifération se rapprochent en ce point, même si subsiste une importante divergence de vues sur la nécessité de développer les secteurs suréquipés. Les travaux techniques de « l'échange international des cycles de combustible nucléaire » lancés à l'initiative du président Carter permettraient sans doute de nouvelles convergences.

Une éventuelle conclusion de « affaire » franco-pakistanaise en effet, de raviver la question parallèle qui se pose entre Washington et Bonn : la République fédérale d'Allemagne doit-elle, à l'instar de la Belgique, le premier ministre canadien, M. Pierre Elliott Trudeau n'avait pas craint d'écrire que l'indépendance du Québec serait un crime contre l'humanité. Ce qui ne

L'Arabie Saoudite apporte son soutien au chah d'Iran

Les troubles se poursuivent à Abadan

L'Arabie saoudite vient d'apporter son soutien au chah d'Iran menacé par l'aggravation des émeutes et la multiplication des manifestations antigouvernementales. Le prince Ibn Abdoul Aziz, ministre saoudien de la défense, a déclaré, ce jeudi 24 août, dans une interview, à un journal du Koweït, que les événements d'Iran « menacent la sécurité de toute la région » et que « la communauté internationale » doit à l'origine de ces troubles. Les pays arabes doivent se rassembler pour soutenir le chah, ou pour le moins, en attendant que le souverain iranien « réussisse à surmonter ses difficultés ».

Cette prise de position est d'autant plus importante que les opposants au chah, en majorité des religieux, se réclament de l'Islam, dont l'Arabie saoudite se veut le plus ardent gardien. En Iran, des troubles sporadiques se poursuivent, notamment à Abadan, où, à l'occasion des funérailles des victimes de l'incendie criminel de cinéma Rex, la population s'est heurtée, mercredi, à la police. A Téhéran, on s'exclame pas, ce jeudi matin, l'hypothèse d'un renouveau ministériel et d'une démission du premier ministre, M. Amouzgar. Les dirigeants du Front national libérateur ont rejeté, mercredi, les avances du régime et mis en doute la politique de « libération » du chah. Celui-ci, dans plusieurs interviews, accordées à la presse étrangère, a réaffirmé qu'il était prêt à accepter la démission de son gouvernement, à condition qu'il soit accompagné de la démission du régime, tout en témoignant d'un certain désespoir face aux événements.

De notre envoyé spécial

Téhéran. — La capitale iranienne était devenue mercredi 23 août la ville des rumeurs. On affirmait le matin qu'une « journée nationale » était préparée pour samedi à l'occasion de l'anniversaire du martyre de l'imam A.K. Dans la soirée, on attendait l'annonce imminente d'un renouveau ministériel avec le départ probable du premier ministre, M. Amouzgar, qui serait remplacé par un libéral et hautement chargé de relancer la politique de « démocratisation ».

JEAN GUEYRAS.
(Lire la suite page 3.)

Le gouvernement du Nicaragua céderait aux guérilleros

Le gouvernement nicaraguayen aurait accepté les principales exigences des guérilleros qui tiennent toujours en otage une soixantaine de députés au siège du Parlement de Managua. Les guérilleros devraient quitter le Nicaragua dans les jours de jeudi 24 août, en compagnie des prisonniers politiques dont ils ont demandé la libération et à bord d'un appareil prêt par le gouvernement vénézuélien.

Les négociations entre les guérilleros, membres du Front de libération sandiniste, et le président Somoza se sont déroulées pendant toute la journée de mercredi ; elles ont eu lieu par l'intermédiaire de l'ambassadeur de Managua et se sont arrêtées, dans un premier temps, par la libération des fonctionnaires, des journalistes et des touristes qui se trouvaient dans le bâtiment du Parlement au moment de l'attaque. Cette attaque aurait fait au moins quatorze morts, a affirmé à Washington le porte-parole du département d'État avant de condamner cette prise d'otages. A Moscou, en revanche, l'agence Tass a évoqué l'affaire en termes plutôt positifs, qualifiant l'attaque de « soulèvement d'opération hardie ».

(Lire page 5, l'article de JEAN-CLAUDE BURSER.)

Les cardinaux commenceront à voter samedi au conclave

Vendredi à 16 h. 30, cent onze cardinaux, en soutane rouge et en rochet, se rendront en procession au chant du « Veni Creator » de la chapelle Pauline à la Sixtine où aura lieu le conclave. A 17 h. 30, le maître des cérémonies lancera le « extra omnes » (tout le monde dehors !). Ils prendront possession de leurs chambres, tirées au sort.

Le rôle du Saint-Esprit

par ANDRÉ MANDOUZE

Le Saint-Esprit a bon dos, si l'on peut dire, dans cet extrait de la papauté. Rien, certes, de plus naturel ni de plus surprenant, pour les cardinaux, que cet inlassable appel à « l'Esprit d'un conclave est celui du Saint-Esprit ». Est-ce à dire que cette affirmation suffit pour que son contenu puisse être perçu du monde moderne, dans l'ensemble peu initié à la théologie trinitaire ?

Le conclave de côté ceux qui, d'avance, refusent toute explication pour la bonne raison que l'enténébrement folklorique les satisfait et qu'ils trouveront là une occasion rare de se passer des priations d'un ecclésiaste de vieille garde soustraite de rouge. En mis à part, on peut imaginer ce que, pour les autres, implique essentiellement l'usage en question : une mise en garde contre toute assimilation de l'élection d'un pape avec quelque compétition électorale que ce soit. Intention d'autant plus compréhensible à des Français, par exemple, que le pape est « élu » par un « programme commun » qui n'est pas réussi à être « bon », les voilà, depuis le mort de Paul VI, constamment invités par toutes sortes de spécialistes — et de non-spécialistes — à réfléchir (cette fois-ci sans aucun pouvoir direct de décision) sur autant de « programmes particuliers » visant à décrire au moins le pape qui serait « bon ».

Face à ce qu'ils auraient d'ailleurs tort de prendre pour de la propagande partisane (sinon finalement, dans le plupart des cas, en faveur d'une institution moins oubliée qu'on ne le dit), les cardinaux n'auraient pas non plus raison de s'en tenir à la défensive. Mais, et durant le conclave, les caméras de télévision se heurtent à des portes intentionnellement closes. Il est illusoire de se croire au Moyen Âge ou à la Renaissance et de prétendre agir comme si n'existaient pas les moyens de communication dont le monde entier dispose actuellement.

(Lire la suite page 6.)

LA LUTTE CONTRE LE CHOMAGE

En retard d'une guerre...

Les gouvernements ne peuvent se mouvoir que dans une économie « euclidienne ». Ainsi, l'effort des responsables des pays occidentaux (la réunion de Bonn des 15 et 17 juillet) se consacre prouté à tourner autour de l'idée de donner des coups de pouce à la croissance pour lutter contre le chômage. Sans doute, plus d'expansion offrira plus d'emplois, et l'on n'a jamais envisagé — heureusement — de pratiquer une politique déflationniste pour réduire le nombre des chômeurs. Mais l'expérience a prouvé qu'on n'était pas le mal à la racine en faisant fond sur la relance globale. Pour que cette thérapeutique ait un effet très sensible, il faudrait arriver à des taux de croissance très élevés. Mais la machine produirait alors plus d'effets pervers que d'effets bénéfiques (dégradation de la balance des comptes et inflation).

Il est admettons une vérité que défendent maintenant sans hésiter ceux qui tiennent les rênes des États : l'inflation ne peut jamais être un remède contre le chômage, en tout cas, à moyen terme. Dans une étude qu'il présente récemment à l'Institut de l'Entreprise (I), M. Henri Lepage a bien

(1) 6, rue Clément-Marot, 75008 Paris.

AU JOUR LE JOUR

Les hommes d'Etat, quand les choses leur échappent, n'en sont pas plus modestes. Ainsi, le chah d'Iran vient de déclarer au palais de Saïdah : « Nous devons être conscients du fait qu'un changement politique dans ce pays modifierait la face du monde. Ce n'est pas peu. De même, l'année passée, devant le Congrès américain éberlé, le premier ministre canadien, M. Pierre Elliott Trudeau n'avait pas craint d'écrire que l'indépendance du Québec serait un crime contre l'humanité. Ce qui ne

Où ton chemin...

serait pas rien non plus. Néron, acculé à la mort, se lamentait : « Quel artiste le monde va perdre ! » Il est curieux, tout de même, qu'on se fasse tant d'idées sur soi-même. C'est cela, peut-être, qui empêche d'en voir sur les autres. Il est pourtant un chef d'Etat qui fut plus sage. C'est Marc Aurèle se révoltant à lui-même : « Sois-tu ton jour de l'homme qui avait oublié où son chemin le conduisait. » PHILIPPE DE SAINT-ROBERT.

description parfaite — d'une poussée de hausse des prix par rapport à leur niveau annuel précédent. Les gouvernements ont maintenu mécanisme et ne font plus de keynésianisme à tout-va, ils sont loin d'avoir admis les nouvelles réalités du marché du travail, qui font que les remèdes anciens ne sont plus adaptés.

La demande de travail n'a plus de tout le même caractère qu'elle y a trente ans. Elle est devenue beaucoup plus diversifiée. Chaque candidat travailleur — on presque — cherche la réponse à son besoin, qui n'est pas forcément celui du voisin.

Le jeune pourra attendre — souvent grâce à l'argent de ses parents — de trouver pour s'embaucher le métier qui lui conviendra le mieux. On bien il cherchera une occupation à mi-temps qui lui permettra de finir ses études. La femme, une fois déchargée de l'éducation de ses enfants, se mettra en quête d'une tâche qui lui assure un nouvel épanouissement, mais refusera les autres. Le père de famille, dont les besoins financiers sont, de loin, les plus contraignants, s'intéressera d'abord au poste le mieux rémunéré et qui permet une rallonge d'heures supplémentaires.

(Lire la suite page 17.)

EXISTE-T-IL DEUX LITTÉRATURES RUSSES ?

Écrivains soviétiques de l'intérieur

Y a-t-il une ou deux littératures russes ? La question est d'actualité et la réponse qu'on lui fait est généralement positive : oui, il y a deux littératures russes, celle de l'intérieur et celle de l'extérieur. La première serait officielle, proche par le fond comme par la forme — de la propagande, qu'il s'agisse de célébrer les vertus héroïques des défenseurs de Stalingrad ou de Leningrad ou d'exalter les joies de la vie ou khokhose, à l'usine, sur quelque chantier. La seconde, écrite ou non par des exilés, ne trouverait écho qu'en Occident ; elle seule nous parlerait de la réalité soviétique, sans tarder ni complaisance ; elle seule, en fin de compte, mériterait l'appellation de littérature.

Les choses, pourtant, ne sont pas si simples. Certes, la littérature de l'extérieur existe et le regard qu'elle porte sur la société soviétique, son histoire, ses mécanismes, ses mensonges, est extrêmement salutaire. Il serait pourtant erroné de réduire ce qui se publie en Union soviétique à autant de « commandes », à autant de libelles usés et rabâchés. Aucun système de censure et d'auto-censure n'est parfait.

NICOLE ZAND.

(Lire page 12.)

ACTION SOCIALE

Aide collective et démocratie libérale

par MICHEL LEVY (*)

DANS toutes les sociétés il existe des individus et des groupes qui ont du mal à suivre le rythme général d'évolution, à s'intégrer par leurs seuls moyens dans la société, à vivre de façon autonome sans interventions spécifiques plus ou moins durables de la collectivité. Il faut aider ceux qui en ont besoin et essayer de faire en sorte que ceux-ci soient le moins nombreux possible. Il faut agir à la fois sur les causes individuelles et sur les causes sociales de ce que l'on appelle les handicaps et les inadaptations. L'ensemble de ces interventions constitue la fonction collective qu'il est aujourd'hui convenu d'appeler « action sociale ».

Il y a seulement quelque vingt ans, si ma mémoire reste bonne, on parlait encore d'arriérés mentaux, que l'on catégorisait en débiles, imbeciles, enfin plusieurs sous-groupes. De la notion d'arriéré, on est passé d'abord à celle de retard, l'adjectif faisant cette fois référence à l'école, c'est-à-dire sans doute aux capacités d'acquisition. En bref, l'arriéré mental devenait le retard scolaire. Et puis, très vite, cela n'a pas suffi. Après l'arrivage, après le retard, ce fut l'inadaptation. A quel devalaient presque obligatoirement s'ajouter les mots enfants ou enfance (dans le sigle ADAPEI (1) l'adjectif n'est pas question d'adulte inadapté) ; de nos jours, enfin, il s'agit de handicap.

Handicap et maladie mentale

par le Dr M. HOUSER (*)

Revenons à nos handicapés. J'ai dit avoir remarqué la suppression de tout adjectif et notamment de l'adjectif mental. Pour avoir été spontané, ou pour avoir cherché à apaiser des soucis souvent gênés d'ordre humanitaire, cette suppression du qualificatif mental ne pourrait-elle aussi, je dis bien aussi, avoir le sens plus restrictif et occultant d'un déni ? Et si les psychiatres, certains psychiatres, exagèrent quand ils ramènent abusivement toute déficience mentale à la psychose sous des prétextes divers parmi lesquels la naïveté samaritaine de croire que toute psychose est moins incurable que la déficience par exemple, ne vont-ils pas eux aussi dans le même sens d'un déni ? Du moins, ce déni leur est-il propre et se heurte-t-il assez vite à de vives controverses, car il n'est absolument pas le même que celui des familles, il s'en faut.

Or il est bien évident que l'on peut être handicapé mentalement sans présenter de troubles importants en caractère ou du comportement, sans dériver ni halluciner, sans se déprimer, bref sans être malade. Dans ce cas, monsieur le directeur d'hôpital psychiatrique, ce faux malade n'a rien à faire dans votre établissement et il est heureux que les familles puissent avoir à disposition d'autres solutions. Que si par contre, mesdames et messieurs de l'ADAPEI ou d'ailleurs, votre enfant, votre adolescent, votre adulte handicapé mentalement présente les troubles que je viens d'énumérer, il y aurait véritablement risque de refus de soins à personne en danger à vouloir à tout prix « démedicaliser » son cas. Et, comme je ne puis pas un instant que vous refusiez jamais quelque soin que ce soit à qui que ce soit, je vous mets amicalement en garde contre l'aspect néo-psychiatrique qui pourrait prendre vos institutions avec le temps, et malgré vous. Je ne vois aucun intérêt, autre que magique, à vouloir créer ou recréer, et plutôt mal, comme on le fait avec les hôpices, des hôpitaux psychiatriques occultes, c'est-à-dire qu'appellerait d'un autre nom.

ADIEU CALIFORNIE par Alistair MacLean

Après l'arrestation du chef de la police Danabury et le lieutenant, convalescent de la guerre, dans le vol des bombes nucléaires avec prise d'otages qui a eu lieu à la centrale de San-Raffino, et que le terroriste Marco revendique, le sergent Ryder a progressivement découvert les pièces d'un puzzle qui vont des sociétés secrètes religieuses établies en Californie aux multiples en passant par un état de 2 mètres que l'on retrouve dans toutes les régions de la planète. Il s'agit d'un puzzle qui se termine par les retentions des chefs du F.B.I. et de la C.I.A. réunis en conférence à Washington.

Bay, et la base aérienne de l'aviation militaire américaine aux Philippines sont considérés par le Pentagone comme indispensables et valent largement le loyer qu'exigent les dirigeants du Khat. Les yeux qui ont été enfoncés en beaucoup de sens considérés comme quelque chose d'intermédiaire entre une rançon et une extorsion de fonds.

« Alors, que devaient-ils faire ? Ils ne pouvaient ni obtenir ni fabriquer leurs armes aux Philippines mêmes. Même s'ils n'avaient pas nourri une haine farouche pour les Etats-Unis, on ne voyait guère comment les Etats-Unis auraient pu fournir des armes à des insurgés qui se battent contre le gouvernement philippin. Ils n'avaient aucune relation avec les communistes. Et leurs propres frères musulmans venaient de les laisser tomber. C'est alors que les rebelles ont trouvé l'unique réponse possible : n'importe quelle fabrication psychiatrique et finalement, de fait, sinon toujours avec à-propos, débanchant purement et simplement, s'il s'agit ainsi de parler, un certain nombre d'hospitalisés. A l'opposé, une administration hospitalière rendue de plus en plus inquiète par la baisse, sinon la chute, des pré-

« Ce n'est pas la simple protestation habituelle ?
— Non, ils sont fous furieux.
— On ne peut pas le leur reprocher. Suggérer qu'ils y soient pour quel que ce soit est ridicule.
— Elles-vous bien sûr que le fait d'avoir préalablement déclaré leurs idées tendant à prouver que les communistes sont impliqués dans cette affaire n'a pas influé sur votre réflexion relative aux menaces de Marco ?
— Pas du tout. En vos lettres tous aussi.
— Pas moi, dit Mitchell.
— Evidemment, la dernière chose que je vous fais, chaque soir avant de vous coucher, c'est de regarder sous votre lit ».

« Si ce n'est pas cela, qu'est-ce que c'est, alors ?
— Les termes étaient neutres, mais le ton sur lequel il les avait prononcés indiquait clairement qu'il était prêt à se battre à mort pour mettre en doute chaque mot que Ryder allait prononcer.
— Avez un peu de patience. Toute l'histoire semble commencer aux Philippines. Je suis sûr que vous savez tous ce qui se passe là-bas, et la dernière chose que je sois, c'est un spécialiste des affaires étrangères ; mais j'ai posé la question tout à l'heure à la bibliothèque publique. Je vais brièvement résumer ce que j'ai lu, aussi bien pour moi-même que pour les autres.
— Les Philippines se trouvent dans une situation financière désastreuse. Elles ont fait des plans de développement extrêmement ambitieux, leur dette extérieure et intérieure ne cesse d'accroître, leurs dépenses militaires sont trop lourdes pour elles, bref, leurs caisses sont à sec. Mais, comme beaucoup d'autres pays, elles savent ce qu'il faut faire quand la libère est vide : tendre la main vers l'Onclé Sam. Et elles se trouvent en excellente position pour exercer une pression sur les Etats-Unis.
— Les Philippines sont la clé de voûte de la stratégie militaire américaine dans le Pacifique ; le point d'ancrage de la VII^e Flotte ; Subi-

(*) Directeur du Centre technique national d'études et de recherches sur les handicaps et les inadaptations. L'auteur s'exprime bien entendu lui-même à titre strictement personnel.
(*) Association départementale des amis et des parents d'enfants inadaptés.
(*) Psychiâtre des hôpitaux.

Handicap 1/50

AFRIQUE

Kenya

APRÈS LA MORT DE JOMO KENYATTA La population de Nairobi rend hommage au président défunt

— Le corps de Jomo Kenyatta est exposé depuis mercredi 23 août au palais présidentiel de Nairobi. Après les dirigeants kenyans, la population de la capitale a commencé, ce jeudi 24 août, à rendre un dernier hommage au président défunt. Le gouvernement n'a encore annoncé aucune date pour les obsèques, qui pourraient, estime-t-on, avoir lieu dans une dizaine de jours. Un deuil national de trente jours a été décrété.

La préparation des élections et les vrais affrontements de la succession ne débiteront qu'après les obsèques. Le premier acte en sera la réunion du congrès du parti

unique, la Kanu (Union nationale africaine du Kenya) qui devra désigner le ou les candidats proposés aux suffrages de la population. Le futur chef de l'Etat doit être nécessairement élu avant le 20 novembre.

L'hommage le plus attendu à Jomo Kenyatta est venu de l'ancien vice-président Oginga Odinga, qui fut longtemps le rival du chef de l'Etat, dont il avait été un compagnon de lutte contre la tutelle britannique. M. Odinga a salué mercredi, en Kenyatta, « un frère qui a fait énormément de sacrifices pour affronter chaque problème quand le pays était encore politiquement neuf ».

La lutte pour la succession s'annonce ardue

Au soir d'une longue vie, Jomo Kenyatta avait largement contribué à la vie politique du seul Etat d'Afrique orientale demeuré indépendant depuis son accession à l'indépendance, en 1963. La succession n'a pas été préparée. Que cette dernière s'annonce délicate ne saurait donc surprendre.

Dès ses débuts, le régime avait choisi de démanteler les institutions décentralisées, imaginées en grande partie par les Britanniques. En province, l'autorité du chef de l'Etat s'exerçait par l'intermédiaire de commissaires dépendant directement du président défunt. Parti unique « de facto » depuis 1969, la KANU joua de moins en moins son rôle de courroie de transmission entre le pouvoir central et le population.

Kenyatta a été pendant très longtemps tendu incontesté. Autrement dit, la succession qui vient de s'ouvrir ne pose pas uniquement le problème de la réorganisation du pouvoir central mais également celui du type de développement économique choisi.

L'intérêt d'une bourgeoisie d'élites assez entreprenante est le maintien de la stabilité politique. Il lui faut éviter que ses dissensions internes, en suscitant des désaccords, découragent notamment le tourisme, principale source de devis étrangers, et désorganisent la production. Mais le maintien de cette stabilité dépendra, au départ, de l'équilibre entre ceux qui détiennent encore les rênes du pouvoir — la famille Kenyatta et ses alliés les plus proches — et ceux qui ont été écartés ces dernières années. Le jeu des alliances et des clans devrait donc être prépondérant.

Dans un pays où la poursuite politique est très personnelle, l'absence d'un dauphin désigné promet une lutte ardue pour la succession. Le vice-président Arap Moi, un Kalendjin, a pour lui l'avantage d'assurer l'intérim, mais il lui faudra se méfier de solides appuis, notamment parmi les Kikouyou, pour se maintenir au pouvoir.

L'une des personnalités à suivre sera sans doute M. Mungai, ancien ministre de la défense, dont le retour sur la devant de la scène avait été retardé en 1976, avec le renouvellement de l'élection d'un nouveau bureau de la KANU.

Les élections de 1982, dont l'annonce a été faite par le président défunt, sont attendues pour septembre. Elles seront organisées par le nouveau bureau de la KANU.

Le conflit du Sahara occidental

M. GISCARD D'ESTAING A ENVOYÉ UN MESSAGE AU PRÉSIDENT NEMEIRY

Les concertations et démarches entamées depuis le mois de l'écart à Nouakchott du président Ould Naddah pour trouver une issue à la crise du Sahara occidental se poursuivent. L'agence soudanaise de presse a annoncé, mercredi 23 août, que le général Nemeiry avait reçu un message de M. Giscard d'Estaing. La veille, le chef de l'Etat soudanais, président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.), avait reçu un émissaire mauritanien, le lieutenant-colonel Ahmed Ould Abdou.

● A BAMAKO, M. Alioune Blondin Beye, ministre des affaires étrangères et de la coopération, a rappelé, mercredi, que « le Mali est également concerné par le conflit ». Le ministre venait de Nouakchott où il s'était entretenu avec le nouveau chef de l'Etat, le lieutenant-colonel Ould Saïd, à qui il avait remis un message de M. Moussa Traoré.

● A NOUAKCHOTT, les nouveaux dirigeants mauritaniens ont reçu mardi la visite éclair d'un conseiller du roi Hassan II, M. Reda Guedra. Celui-ci a dit, dans une brève déclaration, que la paix au Sahara demeure « l'objectif essentiel » du Maroc et de la Mauritanie, mais il a réaffirmé le principe de l'intangibilité des frontières sahariennes du royaume et s'est prononcé à nouveau contre la création d'un mini-Etat sahraoui dans la province du Tiris-et-Gharbia, partie du Sahara occidental octroyée à la Mauritanie.

● A ALGER, l'agence A.P.S. a diffusé, mardi, un communiqué du Polisario annonçant que ses forces avaient « attaqué et détruit deux navires étrangers ayant violé les eaux territoriales de la République sahraouie démocratique, le 17 août dernier, au large d'Imelhan ». La nationalité des bâtiments n'est pas précisée. — (A.F.P., Reuter.)

● M. Assan Missa Camara a été nommé, samedi 19 août, à Banjul, vice-président de la République de Gambie, en remplacement de M. Badara N'Jie, ambassadeur en raison de son âge et de son état de santé (Le Monde daté 20-21 août). M. Camara était ministre des finances et du commerce dans le précédent gouvernement. — (A.F.P., Reuter.)

Namibie

Le représentant de l'ONU achève sa mission dans un climat d'optimisme

Windhoek (Namibie). — La phase d'ouverture du long processus qui doit conduire la Namibie vers son indépendance s'est achevée mardi 22 août par le départ pour New-York, après une tournée d'inspection de seize jours dans l'ancienne colonie allemande du Sud-Ouest africain, de M. Martti Ahtisaari, représentant spécial de M. Kurt Waldheim.

Ce diplomate finlandais dont la tournée avait eu rapidement disparu, dès son arrivée à Windhoek le 6 août, la méfiance des sympathisants de la SWAPO et de la partialité des Nations unies en faveur du mouvement nationaliste noir SWAPO et de son chef Sam Nujoma, a emporté dans ses valises un volumineux dossier contenant les observations recueillies par lui-même et par ses quelques cinquante collaborateurs au cours de sa randonnée de deux semaines.

De notre correspondant

Le ministre sud-africain M. A. H. Dupplessis.

M. Ahtisaari et le juge Steyn ont relevé tous les deux l'atmosphère de franchise et de cordialité qui a entouré leurs entretiens, dont le dernier, d'une durée de trois heures, a clos mardi la phase initiale de la mission des Nations-Unies.

L'impartialité rigoureuse de M. Ahtisaari et de ses compagnons n'est plus mise en doute : des incidents passagers, tels que le prétendu saut du poing levé qu'aurait adressé le diplomate à des sympathisants de la SWAPO lors d'une tournée de plusieurs jours dans le nord de la Namibie, n'ont pas entamé la confiance établie d'emblée entre M. Ahtisaari et M. Steyn.

Sur le fond des problèmes en suspens il est difficile, à ce stade, de préjuger la nature exacte des recommandations qu'entendra faire M. Ahtisaari à l'Assemblée générale.

Il semble toutefois que l'envoi spécial du secrétaire général conseillera la souplesse. Toute intransigence excessive sur le plan légal, dans l'interprétation des clauses du plan occidental notamment en ce qui concerne la préparation du processus électoral, risquerait de rompre l'équilibre fragile obtenu par l'acceptation conditionnelle, du plan occidental par Pretoria et par la SWAPO.

M. Ahtisaari a indiqué que la conférence des listes électorales — déjà fort avancée à la suite d'une initiative unilatérale de l'Afrique du Sud, en demeurant contenté par la SWAPO et par d'autres groupements nationalistes — était un détail « technique » qu'il s'agirait de régler sans remettre en cause le processus fondamental d'accès à l'indépendance. Le même raisonnement, a-t-il ajouté, s'applique aux dates — celle du scrutin prévu et celle de l'indépendance — négociées par Pretoria.

Le représentant de l'ONU a souligné que la France ne souhaitait pas livrer à son pays l'usine de retraitement de combustibles nucléaires irradiés qui a fait l'objet d'un accord signé en 1976. Il a indiqué que dans une lettre qu'il a adressée M. Valéry Giscard d'Estaing, celui-ci suggère l'ouverture de négociations pour la révision de cet accord. Le général Zia a précisé que cette lettre constituait une réponse à un message qu'il avait précédemment adressé au président français, à la suite de la visite au Pakistan, le mois dernier, d'un envoyé spécial français.

Le Pakistan poursuivra ses démarches pour que la France renonce au contrat, a ajouté en substance le chef de la junte militaire pakistanaise, qui a d'autre part démenti les informations selon lesquelles la Chine aurait offert d'aider le Pakistan dans le domaine nucléaire (Le Monde daté 16 août). « Nous n'avons cessé de constater que la France a-t-elle souligné.

Après avoir indiqué que le Pakistan était opposé à la prolifération nucléaire et partisan d'une zone libre dénucléarisée dans l'océan Indien, il a cependant affirmé que son pays était déterminé à acquiescer la technologie qui lui est nécessaire.

A l'Elysée, on a confirmé mercredi soir, qu'une lettre de M. Giscard d'Estaing, adressée au président de la République au général Zia. Cette lettre, précise-t-on, avait pour but de proposer au gouvernement pakistanaise d'examiner les dispositions à prendre en commun pour mettre en harmonie la livraison de l'usine de retraitement avec les impératifs de la non-prolifération, tels qu'ils ont été définis par le gouvernement français dans les déclarations des 11 octobre et 18 décembre 1976.

La France dit-on encore dans l'entourage du président de la République, est convaincue qu'il est possible de mettre au point les techniques appropriées pour contrôler les besoins de la non-prolifération et le droit de tous les pays d'obtenir le libre accès à la technologie nucléaire pacifique.

Après des déclarations du général Zia au fait remarquer à l'Elysée, qu'il convient de connaître les termes de la réponse pakistanaise à la lettre de M. Giscard d'Estaing avant d'apporter d'autres commentaires.

Le général Zia a-t-il dit, que toute violence cesse avant les élections. Le mouvement Aktar de l'Assemblée générale.

En effet seule une trêve de facto de la gentille persécution armée sud-africaine de réduire ses effectifs.

Tout n'est pas gagné, certes. L'accord final sur une application du plan dépendra du feu vert combiné des Nations unies, de Pretoria et de la SWAPO. Mais une partie de la mission Ahtisaari est demeurée sur place, ce qui encourage. — (Interim.)

NEUF SOLDATS SUD-AFRICAINS SONT TUÉS LORS D'UNE ATTAQUE DE LA SWAPO

Les guérilleros de la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain) ont lancé, mercredi 23 août, contre l'armée sud-africaine, leur attaque la plus meurtrière depuis la fin de la guerre civile angolaise en 1975. Neuf soldats sud-africains, stationnés dans la base de Katima Mulilo, située dans la bande de Caprivi (1), ont été tués et dix autres blessés.

Le haut commandement sud-africain a accusé l'armée zambienne d'avoir participé à cette action, tandis que M. P. K. Botha, ministre des affaires étrangères de Pretoria, protestait contre cette attaque, « gratuite et injustifiée », auprès des représentants du « groupe de contact » occidental qui supervise le processus d'accession à l'indépendance de la Namibie.

De son côté, M. Siteke Mwale, ministre zambien des affaires étrangères, a informé, mercredi, les Occidentaux que son pays « n'était pas impliqué dans cette attaque ».

Le porte-parole de la SWAPO a fait savoir, pour sa part, qu'il ne disposait d'aucune information relative à ce grave incident frontalier. Quelques heures après cette attaque, l'hélicoptère de l'administrateur général sud-africain, le juge Mathinus Steyn, venait sur place pour évaluer la gravité de l'incident, essuyait de nouveaux tirs venus de Zambie.

(1) Zone tampon frontalière, de plusieurs centaines de kilomètres de la Zambie et de l'Angole.

ASIE

Tunisie La Centrale syndicale souhaite normaliser ses rapports avec la C.I.S.L.

De notre correspondant

Tunis — M. Tjani Abid, nouveau secrétaire de l'Union générale des travailleurs tunisiens (U.G.T.T.), a déclaré mercredi 23 août que les relations de la centrale syndicale avec les organisations syndicales étrangères sont « excellentes », sauf avec la C.G.T. et une branche de la Confédération internationale des syndicats arabes (C.I.S.A.).

Dressant le bilan de l'action de la nouvelle direction, M. Abid a indiqué : « Nos rapports avec la Confédération internationale des syndicats libres (C.I.S.L.) peuvent être meilleurs à l'avenir. Nous avons décidé de les normaliser. Le seul obstacle demeure le cas des syndicalistes emprisonnés après les incidents du 26 janvier. En tant que syndicalistes, ce problème nous concerne au premier chef et nous sommes satisfaits au moins autant que la C.I.S.L. du sort des détenus. » M. Abid a affirmé s'être mis d'accord avec M. Otto Karsten, secrétaire général de la C.I.S.L. pour que l'U.G.T.T. intervienne auprès du président Bourguiba en faveur de ces syndicalistes. Il a annoncé qu'un accord secret avait été conclu entre l'U.G.T.T. et la C.I.S.L. et que sa teneur serait rendue publique au moment opportun.

C.G.T. n'a jamais admis l'indépendance de l'U.G.T.T. ». Par ailleurs, le quotidien gouvernemental Le Presse s'en est pris mercredi à la Fédération syndicale mondiale (F.S.M.), dont le siège est à Prague, qui vient d'appeler à une journée mondiale de solidarité avec les syndicalistes emprisonnés. Cette organisation, écrit le journal, « pousse la courtoisie jusqu'à ne souffrir mot des événements du 26 janvier, croyant plus habile de rester dans l'expectative. Les brouilles de la centrale tunisienne avec la C.I.S.L. et les galles de celle-ci aidant, ne pouvait-elle pas espérer obtenir l'adhésion rapide de l'U.G.T.T. ? Seulement les cités de l'U.G.T.T. ont refusé d'adhérer vain et la campagne de sourires sans résultat. D'où ce réveil brusque mais tardif pour couvrir au secours des insultes du 26 janvier ». — (Interim.)

NOTRE Télex

POUR VOS COMMUNICATIONS

Vous vous téléphonez vos messages. Vous les télécrivez. Vos correspondants nous répondent par télex. — (Interim.)

étran

SERVICE TÉLEX

345.21.52 + 348.10.28

38, Avenue Daumesnil, 75012 PARIS

Inde UN AMENDEMENT CONSTITUTIONNEL INTRODUIT LA PROCÉDURE DU RÉFÉRENDUM

New-Delhi (Times). — La Chambre basse a adopté mercredi 23 août un amendement constitutionnel — le quarante-quatrième — qui annule les modifications à la loi fondamentale imposées par M. Gandhi pendant l'état d'urgence, en novembre 1978. Celles-ci renforçaient le pouvoir du premier ministre et interdisaient aux tribunaux de contester les amendements à la Constitution.

Le nouveau texte — qui faisait partie de la plate-forme électorale du parti Janata et du premier ministre, M. Desai — introduit des mécanismes constitutionnels visant à éviter toute menace contre la démocratie. Une procédure de référendum a été instituée pour permettre à la population d'adopter le dernier mot sur ses questions concernant ses droits fondamentaux.

Enfin, le président ne peut prendre de décision sans l'avis du cabinet. En juin 1978, quand M. Gandhi avait décrété l'état d'urgence, elle avait fait signer le texte par le chef de l'Etat sans même que son gouvernement ait été consulté.

D'autre part, Mme Gandhi a comparu mercredi devant un tribunal de New-Delhi pour une affaire de corruption ; il s'agit de la fourniture de jeeps pour sa campagne électorale l'an dernier. L'ancien premier ministre a été laissé en liberté sous caution et s'est vu demander de ne pas quitter le pays sans autorisation.

Pakistan LE GÉNÉRAL ZIA A FORMÉ UN GOUVERNEMENT CIVIL

Le général Zia Ul Haq a annoncé mercredi 23 août la formation de son nouveau gouvernement, qui comprend vingt-quatre ministres, tous civils. Il a été mis en place le 22 août et y a sept semaines, à peine, et dont faisait partie quinze des nouveaux ministres. Le général Zia demeure administrateur en chef de la loi martiale, premier ministre et ministre des affaires étrangères ; son ministre d'Etat, M. Arshad Sidiqi, devient conseiller pour les affaires étrangères. M. Ali Ahmad Talpur prend le portefeuille de la défense, M. Rehmanuddin Farooq celui des ressources hydrauliques et de l'énergie. M. Mahmood A. Haroon conserve le ministère de l'Intérieur. M. Ishaq-ul-Din Fiazad celui de la justice.

Pakistan Paris ne souhaite pas livrer à Islamabad l'usine de retraitement nucléaire promise

affirme le chef de la junte militaire

Le général Mohammed Zia Ul Haq, administrateur en chef de la loi martiale au Pakistan, a affirmé le mercredi 23 août à Rawalpindi, au cours d'une conférence de presse, que la France ne souhaitait pas livrer à son pays l'usine de retraitement de combustibles nucléaires irradiés qui a fait l'objet d'un accord signé en 1976. Il a indiqué que dans une lettre qu'il a adressée M. Valéry Giscard d'Estaing, celui-ci suggère l'ouverture de négociations pour la révision de cet accord. Le général Zia a précisé que cette lettre constituait une réponse à un message qu'il avait précédemment adressé au président français, à la suite de la visite au Pakistan, le mois dernier, d'un envoyé spécial français.

Le Pakistan poursuivra ses démarches pour que la France renonce au contrat, a ajouté en substance le chef de la junte militaire pakistanaise, qui a d'autre part démenti les informations selon lesquelles la Chine aurait offert d'aider le Pakistan dans le domaine nucléaire (Le Monde daté 16 août). « Nous n'avons cessé de constater que la France a-t-elle souligné.

Après avoir indiqué que le Pakistan était opposé à la prolifération nucléaire et partisan d'une zone libre dénucléarisée dans l'océan Indien, il a cependant affirmé que son pays était déterminé à acquiescer la technologie qui lui est nécessaire.

A l'Elysée, on a confirmé mercredi soir, qu'une lettre de M. Giscard d'Estaing, adressée au président de la République au général Zia. Cette lettre, précise-t-on, avait pour but de proposer au gouvernement pakistanaise d'examiner les dispositions à prendre en commun pour mettre en harmonie la livraison de l'usine de retraitement avec les impératifs de la non-prolifération, tels qu'ils ont été définis par le gouvernement français dans les déclarations des 11 octobre et 18 décembre 1976.

La France dit-on encore dans l'entourage du président de la République, est convaincue qu'il est possible de mettre au point les techniques appropriées pour contrôler les besoins de la non-prolifération et le droit de tous les pays d'obtenir le libre accès à la technologie nucléaire pacifique.

Après des déclarations du général Zia au fait remarquer à l'Elysée, qu'il convient de connaître les termes de la réponse pakistanaise à la lettre de M. Giscard d'Estaing avant d'apporter d'autres commentaires.

Administration de l'Entreprise

Programme de formation polyvalente avancée, accueillant 30 stagiaires par an, ouverts aux candidats suisses et étrangers, sans distinction de race, de sexe ou de religion. Durée: 9 mois, à plein temps. Formation intensive, basée uniquement sur la pratique, couvrant tous les domaines du management moderne, préparant à l'obtention d'une « Maîtrise en Administration d'Entreprise ». Coût du programme: FS 18'500.—. Enseignement dispensé exclusivement par des praticiens, cadres, conseils ou dirigeants d'entreprises. Méthodes actives et participatives. Contrôle continu et systématique des connaissances. Langue de travail: français.

Prochaine session: octobre 1978. Inscriptions sur dossier et entretien. Documentation complète sur simple demande au Secrétaire de l'Ecole, ch. de Mornex 38, CH-1003 Lausanne (Suisse), 021/232992, en précisant la référence

Ecole de Cadres de Lausanne

Centre international de formation et perfectionnement en administration d'entreprise, fondé en 1963 COURS 42



AMÉRIQUES

Nicaragua

LA PRISE D'OTAGES AU PALAIS NATIONAL

Un régime à bout de souffle

d'optimisme
SOLDATS SU-AR...
SONT TUES
D'UNE ATTAIN...
DE LA SWAPO

Le nouveau coup de main spectaculaire des guérilleros nicaraguayens contre l'un des symboles de la dictature, le palais national de Managua, où siège le Parlement, donne une idée de l'ampleur prise au cours des derniers mois par le mouvement de protestation au Nicaragua. Compte tenu des moyens de répression en œuvre par le général Somoza, une telle opération aurait été impensable il y a une semaine encore. Mais aujourd'hui, les événements se précipitent et les militaires du régime ne peuvent pas dissimuler plus leur impuissance devant l'implacable violence familiale qui pèse sur le pays depuis plus de quarante ans.

Un important tournant, dans le vie politique qui paraissait squarés bloquée, a incontestablement été pris au soir de la prise du palais, par des centaines de main de pouvoir, du journaliste Pedro Joaquín Chamorro et de deux principaux opposants à l'administration de Somoza, à la tête de la lutte. Cette prise d'initiative, qui a fait déborder le mouvement de protestation, a entraîné des milliers de Nicaraguayens à descendre dans la rue pour chasser leur colère et leur volonté de changement.

Trois jours durant, Managua, toujours en ruine depuis le tremblement de terre de 1972, a été le théâtre de violents désordres qui ont empêché la vie normale. Spontanément, des dizaines de milliers de Nicaraguayens ont descendu dans la rue pour chasser leur colère et leur volonté de changement.

Trois jours durant, Managua, toujours en ruine depuis le tremblement de terre de 1972, a été le théâtre de violents désordres qui ont empêché la vie normale. Spontanément, des dizaines de milliers de Nicaraguayens ont descendu dans la rue pour chasser leur colère et leur volonté de changement.

Un lent pourrissement

Depuis, le calme n'est jamais complètement revenu, et l'on assiste à un lent pourrissement de la situation. Malgré l'intensité de la répression, le général Somoza n'est pas parvenu à ramener les choses en main. Au contraire, le mouvement de protestation s'étend, plongeant le pays dans un climat quasi insurrectionnel. Manifestations de protestation, incidents et attentats se sont multipliés au cours des derniers jours, et les affrontements avec les forces de l'ordre se sont souvent terminés par de nombreux morts. Une déclaration publiée le 20 août, sur les évènements, dont le premier ministre, rappelaient que depuis le début de l'année, « la liste des personnes blessées, torturées, disparues pour des raisons de forces politiques est interminable ».

Longtemps résignée, l'opposition a trouvé un second souffle. Le mouvement de libération nationale (F.L.N.), qui menait ses combats dans les campagnes, a maintenant porté ses opérations jusqu'au cœur des villes. Les guérilleros n'hésitent pas à attaquer des casernes et, il y a un mois déjà, deux roquettes à tête chercheuse avaient été tirées sur le palais présidentiel et le quartier général de la garde civile. Dans le nord du pays, des paysans occupent de grandes terres dont ils ont été dépossédés. Des manifestations ont également marqué retour en juillet du groupe Douce, formé d'intellectuels, d'industriels et de prêtres, qui ont été contraints à l'exil en 1967. Le mouvement de libération nationale (F.L.N.) a également marqué retour en juillet du groupe Douce, formé d'intellectuels, d'industriels et de prêtres, qui ont été contraints à l'exil en 1967.

Églises à pris ses distances et évêque de Managua a publié

quement réclamé au début du mois la démission du chef de l'État. Aguirre Obando y Bravo s'est également prononcé pour la formation d'un gouvernement d'union nationale. Signes des temps, cette démarche avait été favorablement accueillie par l'Institut nicaraguayen de développement, qui regroupe des directeurs d'entreprises privées.

Mais malgré les espoirs de santé et en dépit de l'opposition croissante que sa présence à la tête de l'État suscite dans le pays, le général Somoza ne se montre guère pressé de passer la main. Jusqu'ici, le parti libéral qui lui est entièrement dévoué, s'est refusé à tout compromis qui aboutirait à la démission de l'actuel président et à la fin de son mandat en 1980.

Les éléments les plus modérés reconnaissent qu'il sera malaisé de trouver une solution de compromis malgré la participation du front sandiniste. Devenu le fer de lance du mouvement de libération nationale, le F.L.N. cherche, pour sa part, un terrain d'entente avec les partis traditionnels, en vue d'obtenir l'union la plus large possible. Fort de ses récents succès, il s'est donné une année pour abattre le clan Somoza.

Les remous qui secouent le Nicaragua ne manquent pas d'affaiblir une économie déjà fragile, et l'on peut se demander si l'incertitude actuelle peut se prolonger encore longtemps. L'évolution de la situation dépend en partie de l'attitude des États-Unis.

Certes, l'administration Carter s'est intervenue pour tenter d'effrayer la politique répressive du général Somoza. Formellement, du moins, elle avait obtenu la levée de l'état de siège et la promesse d'une ouverture politique. Mais, malgré l'extension du mouvement d'opposition et les constantes violations des droits de l'homme, les États-Unis n'ont jamais complètement retiré leur soutien à la famille Somoza.

JEAN-CLAUDE SUHRER.

Brésil

L'opposition confirme la candidature du général Euler Bentes à l'élection présidentielle

La convention nationale du Mouvement démocratique brésilien, seul parti légal d'opposition, a confirmé, le 23 août, la candidature du général Euler Bentes Monteiro, âgé de soixante ans, à l'élection à la présidence de la République (« le Monde » daté 20-21 août). L'élection du successeur du général Geisel, actuel chef de l'État, est fixée au 15 octobre.

Une vocation politique tardive

De notre correspondant

Rio-de-Janeiro. — Que vent véritablement le général Euler Bentes ? Un officier supérieur ayant servi durant douze ans de la marine et qui en devient aujourd'hui le critique acerbe, c'est là un phénomène peu commun. A tel point que le général suscite le scepticisme au sein de larges secteurs d'une opposition dont il est devenu pourtant, le 23 août, le candidat à l'élection présidentielle face à l'homme du pouvoir.

Trois mois d'offensive serrée du groupe « authentique » (radical) du M.D.B. (Mouvement démocratique brésilien), son principal soutien, ont permis à cet officier à la retraite, tard venu à la lutte pour la démocratie, de briser quelque peu les stigmates, et de se présenter aujourd'hui comme le porte-parole des partisans d'un retour immédiat à l'état de droit.

Ne peut-il pas, il est vrai, exciper de divergences plus anciennes avec le régime, dans le domaine économique notamment ? C'est pourtant la « révolution » militaire de 1964 qui le met en selle : le président Castello Branco le nomme général en 1968, et deux ans plus tard, il devient super-intendant du Nord-Est brésilien, organisme chargé du développement du Nord-Est brésilien. C'est là qu'il affirme ses opinions : se penchant sur le sort d'une des zones les plus déshéritées du pays, il prend conscience des graves déséquilibres régionaux que provoque le « miracle » économique. Il se rend compte, aussi, que l'État doit intervenir pour lutter contre cette concentration géographique des revenus. Il n'en

Etats-Unis

Le Congrès élève au rang d'État la ville de Washington

De notre correspondant

Washington. — Une nouvelle victoire des droits de l'homme pour les uns, une violation de la Constitution du plus mauvais genre pour les autres : c'est ainsi qu'est interprétée l'adoption, mardi 23 août, par le Sénat, à une voix de plus seulement, de la majorité requise des deux tiers, d'un amendement constitutionnel accordant aux habitants de Washington une représentation parti entière au Congrès, au même titre que tous les autres citoyens des États-Unis.

La proposition avait été adoptée à une large majorité de la Chambre des représentants le 3 mars dernier, mais l'opposition était beaucoup plus forte au Sénat. Si l'adoption normale à beaucoup qu'un ou deux députés (suivant les données démographiques) du moment, mais les habitants de la capitale à la Chambre basse, les cent sénateurs étaient plus réticents à l'idée de voir deux représentants collés s'insérer dans leurs rangs sans être mandatés par un État à part entière, comme l'avaient voulu les auteurs de la Constitution.

Capitale créée de toutes pièces en 1800 sur un territoire cédé par le Maryland et la Virginie, Washington, devenu plus tard le « district de Columbia », est en fait un peu moins qu'une ville, puisque la majorité des fonctionnaires qui y travaillent vivent dans les comtés limitrophes des deux États voisins. Elle n'est pas un État non plus, puisque son budget est contrôlé par le Congrès et le gouvernement fédéral. En même temps, les sept cent mille habitants du district proprement dit sont plus nombreux que la population de sept États des États-Unis. Ils ont un milliard de dollars d'impôts par an, soit plus que beaucoup d'autres États (le niveau moyen des revenus y est de 30 % supérieur à la moyenne nationale). Enfin, comme l'a fait valoir M. Carter, ardent partisan de l'amendement voté mardi, seuls trois États ont eu plus de morts qu'eux pendant la guerre du Vietnam.

Aussi bien l'assimilation de Washington à un État comme les autres constitue-t-elle une évolution récente : les habitants de la capitale n'ont obtenu qu'en 1961 le droit de participer à l'élection fédérale des représentants, et en 1971 celui de désigner un « délégué » siégeant sans droit de vote à la Chambre des représen-

Plus de 75 % de Noirs

D'autres considérations moins théoriques entraînent aussi en ligne de compte. La population de Washington étant noire à plus de 75 %, il ne fait pas de doute que les deux sénateurs de la capitale seront noirs et « libéraux ». Ce qui n'est pas sans conséquence sur leurs collègues. Les trente-deux sénateurs de la minorité hostile à l'amendement voté mardi étaient des conservateurs du Sud à peu près les mêmes que ceux qui s'étaient opposés aux traités sur le canal de Panama. Dans l'autre camp se trouvent M. Carter et l'administration, le sénateur Kennedy qui a défendu le projet devant ses pairs, ainsi que tous les responsables des organisations noires. Mme Martin Luther King, veuve du dirigeant noir assassiné, était venue mardi faire du « lobbying » dans les couloirs du Sénat.

La bataille n'est pas terminée, car le projet doit encore être ratifié par trente-huit États dans un délai de sept ans avant d'entrer en vigueur. Si l'on en juge par le sort de l'amendement sur l'égalité des droits, visant les droits de la femme, qui ne trouve toujours pas, à quelques mois de l'expiration du délai imposé, les deux tiers requis dans le Parlement des États, on peut penser que les Washingtoniens ont encore de nombreuses années à vivre dans leur statut d'Américains « séparés et sous-représentés ».

MICHEL TATU.

EUROPE

Italie

« L'UNITA » ÉVOQUE LA CRISE ENTRE SILOE ET LE P.C.I.

(De notre correspondant.)
Rome. — L'organe du parti communiste italien *l'Unita* rend hommage ce jeudi 24 août à « l'intellectuel antifasciste » qu'a été Ignazio Silone, et il évoque polémiques qui ont opposé dès 1950 — au sujet de Silone — celui qui était alors un « dirigeant non négligeable du P.C.I. » à ses camarades de parti.

Le quotidien du P.C.I. évoque longuement la « crise jusqu'à la rupture complète » entre Silone et le P.C.I. : « Les divergences sont nées à propos de l'analyse de l'internationalisme, donc de Staline, sur l'importance de la classe du système capitaliste et sur la nécessité d'adopter une stratégie révolutionnaire à court terme, avec un développement de la discipline internationale et une attitude d'intransigence vis-à-vis du progressisme bourgeois ».

Sans entrer dans le détail de l'affrontement entre Silone et les principaux dirigeants communistes italiens de l'époque, Togliatti en tête, *l'Unita* note qu'une « importante réflexion historique est actuellement en cours » sur ce point et que dans ces conditions « la crise de Silone naissait de motivations objectives, d'ordre proprement politique ».

Le quotidien du parti communiste souligne ensuite que l'écrit « demeurera anti-communiste d'une façon de plus en plus rigide après la libération ». Pour *l'Unita*, c'est précisément l'« opération catégorique pour l'expérience stalinienne qui explique essentiellement l'importante activité politique de l'écrivain après la guerre ».

Le journal estime enfin qu'une « spiritualité teintée d'anarchisme paysan et de populisme chrétien » domine de plus en plus chez Silone.

(Interim)

Portugal

UNE PERSONNE A ÉTÉ TUÉE dans un attentat à la bombe commis dans la nuit du 23 au 24 août à Porto-Santo à Madère, contre la voiture d'un membre du gouvernement régional. L'explosion a totalement détruit le véhicule. La victime n'a pas pu être identifiée. — (A.F.P.)

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

DEUX MINISTRES ONT ÉTÉ ARRÊTÉS pour complaisance dans la tentative de coup d'État du 17 août dernier, a annoncé mercredi 23 août, Radio-Kaboul. Il s'agit du ministre du plan, le sultan Ali Khatmand, et de celui des travaux publics, M. Mohammad Rad. — (A.F.P.)

Chine

UN MILITAIRE A PLACÉ un communiqué mercredi 23 août à Pékin, une affiche à gros caractères (*daobao*) demandant sa réhabilitation et critiquant de hauts responsables de l'armée de Chine. Il avait été annoncé en 1966 d'être « partisan de Liu Shao-chi », et incarnerait « neuf reprises ». Il réclame un « procès légal » et des arrêts de soins en référence aux « droits de l'homme » et aux « droits du peuple ». — (A.F.P.)

Congo

À L'ISSUE D'UNE REUNION DU COMITÉ MILITAIRE DU PARTI CONGOLAIS (C.M.P.), le général Thomy Opaongo, le capitaine Florent Taba, porteparole du C.M.P., a réitéré l'idée de cinq personnes suspectées d'avoir participé au complot contre l'État récemment déposé (le Monde du 18 août). Il s'agit de M.M. Timothée Kombo Toko, Julien Mayala, Apety Morrison, Philippe Fave (de nationalité française), et Johnson Mwanze. Le capitaine Taba a également annoncé la création d'une cour de sûreté de l'État pour « juger les crimes commis contre la révolution congolaise ». — (A.F.P., Reuter).

Ouganda

DANS UN MESSAGE À L'EMPEREUR HIRSHO, à l'occasion du trentième anniversaire de la fin de la guerre 1939-1945 le maréchal Amin Dada reproche au président Carter son attitude vis-à-vis de l'URSS pour « juger les crimes commis contre la révolution socialiste », souligne le maré-

République Sud-Africaine

LA DÉFINITION DE QUINZE autres territoires d'apartheid a été adoptée le 19 octobre 1977, à titre préventif et pour des motifs de sécurité intérieure, a été prolongée jusqu'au 12 juillet 1978, a annoncé mercredi 23 août, Radio-Kaboul. Il s'agit du ministre du plan, le sultan Ali Khatmand, et de celui des travaux publics, M. Mohammad Rad. — (A.F.P.)

Tchad

DEUX AVIONS JAGUAR se sont heurtés en vol mercredi 23 août, au-dessus du territoire libérien, au cours d'un exercice d'entraînement, ont annoncé les autorités militaires françaises à N'Djamena. L'un des appareils s'est écrasé au sol. Le pilote est légèrement blessé. L'autre avion a pu regagner sa base. Un Jaguar s'était écrasé accidentellement, le 8 août dernier, dans le centre du pays (le Monde du 10 août). — (A.F.P.)

Tchécoslovaquie

NATALYA GORBANEVSKAYA, YADIM DELAUNAY ET VICTOR FAINEBERG, qui participaient il y a dix ans à la manifestation sur la place Rouge à Moscou, contre l'invasion de la Tchécoslovaquie, seront le vendredi 25 août, de 12 heures à 21 heures, devant le Centre Beaubourg. Ils inviteront les Parisiens, en ce jour anniversaire de la libération de Paris, à manifester leur solidarité avec les citoyens de la Tchécoslovaquie occupée et « normalisés » et tous les persécutés en Tchécoslovaquie et dans les autres pays de l'Est.



VOUS AUREZ TOUT :

- la mer à 150 mètres
- l'hippodrome de cagnes-sur-mer à 4 minutes
- cannes à 15 minutes
- nice à 20 minutes
- l'aéroport à 12 minutes
- port st-laurent à 1500 mètres
- un marché de provenance à votre porte
- le vieux village du haut-de-cagnes tout proche
- et le meilleur rapport qualité-prix

RESIDENCE LES HEURES CLAIRES

appartements décorés
renseignements et vente
sur place : 91, av. de nice • 06170 cros-de-cagnes
tél. (93) 31.00.23

SOLDES jusqu'à **50%** sur fins de séries

20% sur TAPIS CHINE ORIENT

15% ROUMAINS

Les Lisses de France
bd haussmann Paris 8^e
tél. 522 88 25 - 88 68
VELIZY 2 tél. 946 26 36

MÉDECINE

Le conflit autour de la nomination d'un chef de service à l'hôpital d'Avignon

Des médecins hospitaliers envisagent une grève des soins

De notre correspondant
Marseille. — Les assistants-chefs de clinique du C.H.U. de Marseille sont inquiets du refus persistant du préfet de Vaucluse de nommer comme chef de service en gériatrie, au centre hospitalier d'Avignon, le docteur Jean Ariand, assistant-chef de clinique à Marseille, classé pourtant premier le 18 février 1978 par un jury régional au concours sur titre (Le Monde du 4 juillet).

Le syndicat des assistants-chefs de clinique envisage, en cas de silence prolongé des autorités, un recours contentieux ainsi qu'un mouvement national de suspension des soins et de l'enseignement.

Le docteur Ariand, ancien interne, major de promotion, chef de clinique, assistant depuis quatre ans à la clinique médicale en gériatrie du C.H.U. de Marseille, est titulaire de la spécialité de médecine interne de rhumatologie, de médecine légale et de médecine du travail, ayant été jugé par le jury comme le plus compétent pour occuper ce poste, auquel prétendait également le docteur Drayet, gastro-entérologue, chef de clinique depuis mai 1977. Le préfet de Vaucluse, M. Gevrey, à la veille de son départ le 24 mai dernier, signale à la direction de l'hôpital d'Avignon que le poste ne serait pas pourvu.

À la suite d'une entrevue au ministère de la santé et de la famille, les délégués syndicaux introduisirent, le 17 juillet, un recours gracieux auprès de M. Menzies, le nouveau préfet de Vaucluse; cette démarche est pour l'instant restée sans effet et la grille n'a pas vu la possibilité de recruter les représentants syndicaux.

De manière inattendue, la direction régionale des affaires sanitaires et sociales de Provence-Côte d'Azur a publié, le 28 juillet, un additif à l'avis de 16 juin relatif au recrutement des praticiens à temps partiel.

L'Institut Pasteur de Paris ne dispose plus pour une période indéterminée de sérum antivenimeux pour les tiques de l'Afrique du Nord. En Algérie, on ne peut se procurer de sérum qu'à Alger, l'Institut Pasteur local étant seul à le fournir. Il en résulte de sérieux problèmes pour les touristes qui se rendent en Algérie sans passer par Alger.

Mal pour les établissements hospitaliers publics, dans lesquels il apparaît que sont désormais vacants non plus à un poste de chef de service à temps partiel au centre hospitalier d'Avignon mais deux postes, qui sont d'ailleurs, à nouveau, mis au concours sans qu'il soit tenu compte des résultats du concours précédent. Les dossiers de candidature doivent être adressés avant le 6 octobre prochain (1).

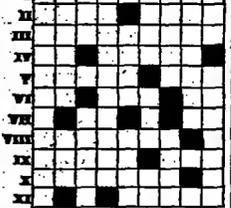
Le syndicat des assistants-chefs de clinique de Marseille entend s'opposer à cette mesure et faire du cas du docteur Ariand un conflit exemplaire. « On s'occupe instantanément les fruits de fonctionnement de ce service et cela uniquement pour ne pas donner suite à nos exigences », déclare le docteur Jacques Magnan, vice-président de l'intersyndicale des assistants-chefs de clinique. « Ce compromis retiré la nomination du docteur Ariand, il faut donc s'opposer à ce projet, lequel n'a pas été reçu, premier ! Il n'est pas question de se servir un scandale ».

Le combat des assistants-chefs de clinique a reçu le soutien non équivoque du Syndicat national des professeurs et maîtres de conférences et légistes à plein temps des C.H.U., dont le président, le professeur Jean Vague, exprime « son indignation devant la situation créée à l'hôpital d'Avignon ».

JEAN CONTRUCCI
(1) Cet avis de recrutement « comporte la suppression de la mention de la spécialité de médecine interne ».

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 2180



HORIZONTALEMENT
1. Qui peut classer parmi les faucons ? — II. Se vide une consultation. — III. Point d'observation. — IV. Agrément étranger. — V. Il a des chances de devenir un beau pigeon. — VI. Préposition. — VII. Point de repère. — VIII. Qui a besoin d'être remanié. — IX. Fruit qui a la même valeur que les prunes. — X. Soudain une pluie. — XI. Un médaille pour Molière. — XII. Pas à court.

VERTICALEMENT
1. Comme des hommes bien trempés. — 2. Ont le don d'arrêter les pèdes les plus stouffés. — 3. Point focal. — 4. On ne peut faire. — 5. Conle en de vertes régions. — 6. Peut être un but de voyage pour ceux qui veulent sortir quelques fois. — 7. Qui peut faire tousser. — 8. Adverbe. — 9. Intrigue. — 10. Remplent les plages. — 11. S. Frole d'un insectivore. — 12. Ronde. — 13. Ne peut être jugé qu'à l'iris d'œil.

Solution du problème n° 2159

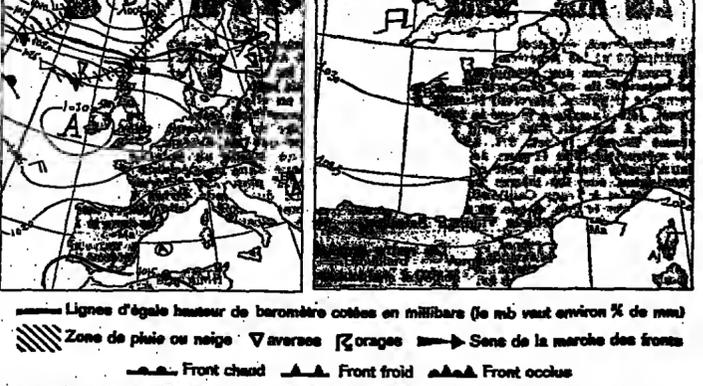
Horizontalement
1. Radicaux. — II. Etançons. — III. Bombes du quartier. — IV. Cu. — V. Artés. — VI. Us. — VII. Calice. — VIII. Acanth. — IX. He. — X. Piel. — XI. Tinette. — XII. 50°. — XIII. Rue.

Verticalement
1. Restaurants. — 2. Atours. — 3. Dam. — 4. Cahn. — 5. Imbattables. — 6. Aérée. — 7. Ist. — 8. Cher. — 9. Ty. — 10. Ermine. — 11. Per. — 12. Us. — 13. Ailes. — 14. Air.

GUY BROUÏT.

MÉTÉOROLOGIE

AUJOUR'HUI



SITUATION LE 24-8-78 A 0 h GMT.
PRÉVISIONS POUR LE 25-8-78 DÉBUT DE MATINÉE
Lignes d'égalité hauteur de baromètre cotées en millibars (le mètre environ % de mm)
Zone de pluie ou neige V averses G orages S sens de la marche des fronts
Front chaud Front froid Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le jeudi 24 août à 6 heures et le vendredi 25 août à 6 heures :
Vendredi 25 août, le temps sera souvent brumeux au début de matinée, les formations brumeuses seront plus nombreuses de la Bretagne à la Normandie et à la Plaine, ainsi que dans le Bassin aquitain. Le temps deviendra ensuite largement ensoleillé dans la plupart des régions, malgré quelques passages nuageux. De rares orages se forment sur les Alpes, la Corse, le sud du Massif Central et les Pyrénées-Orientales. Les vents seront faibles de secteur nord-est ou est dominant, sauf quelques brises côtières modérées et quelques rafales d'orage. Les températures minimales baisseront légèrement, les températures maximales resteront généralement élevées. La pression atmosphérique redra au niveau de la mer stable, à Paris, le 24 août, à 8 heures, de 1 025,8 millibars, soit 763,3 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 24 août; le second, le minimum de la nuit du 24 au 25) : Ajaccio, 26 et 18; Biarritz, 24 et 17; Bordeaux, 20 et 15; Brest, 21 et 11; Caen, 20 et 9; Cherbourg, 17 et 12; Clermont-Ferrand, 26 et 12; Dijon, 28 et 11; Grenoble, 27 et 11; Lille, 28 et 12; Lyon, 17 et 15; Marseille, 20 et 10; Nancy, 26 et 15; Nantes, 25 et 14; Nice, 29 et 20; Paris-La Défense, 24 et 10; Pau, 25 et 18; Perpignan, 28 et 19; Rennes, 23 et 12; Strasbourg, 26 et 14; Tours, 24 et 15; Toulouse, 31 et 18; Pointe-à-Pitre, 31 et 24.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 32 et 17; Amsterdam, 20 et 8; Athènes, 31 et 21; Berlin, 22 et 11; Bonn, 22 et 7; Bruxelles, 22 et 11; Des Canaries, 26 et 21; Coppenhague, 21 et 18; Genève, 27 et 14; Lisbonne, 28 et 12; Londres, 21 et 13; Madrid, 27 et 17; Moscou, 25 et 13; New-York, 20 et 24; Palma-de-Majorque, 29 et 18; Rome, 29 et 18; Stockholm, 21 et 8.

Journal officiel
Sont publiés au Journal officiel du 24 août 1978 :
DES DÉCRETS
Modifiant le décret n° 7078 du 31 juillet 1970 modifié, fixant les dispositions applicables aux maîtres auxiliaires des lycées et collèges agricoles, des établissements d'enseignement agricole spécialisés de niveau niveau et des centres de formation professionnelle agricole dépendant du ministère de l'Agriculture.

Portant création d'un conseil de prud'hommes à Fréjus dans le Var.
Portant extension d'un accord intéressant l'industrie textile dans la région de Roubaix-Tourcoing-Val-de-la-Lys.

UN ARRÊTÉ

Justice

Terre des hommes-France est condamnée pour détournement de mineurs

La tribuna de Charleville-Mézières (Ardennes), a condamné, mercredi 23 août, M. René Maré, président de Terre des hommes-France, et Mme Denise Collin, responsable des placements, à 500 F d'amende chacun, pour détournement de mineurs et non-représentation d'enfants.

Une plainte avait été déposée contre eux par M. et Mme Branco, auxquels Terre des hommes-France avait retiré la garde de deux enfants nord-corréens — des membres de l'organisation les avaient amenés à la sortie de l'école, le 27 juin dernier. Ces deux enfants, Joachim et Magalie, avaient été confiés à la famille Branco par Terre des hommes-France en 1975.

Le tribunal de Charleville-Mézières avait déjà, le 28 juillet dernier, ordonné la restitution des enfants à la famille Branco, en attendant qu'une enquête soit effectuée pour voir s'ils étaient bien intégrés à leur nouveau milieu (Le Monde daté 30-31 juillet). L'association, qui n'a toujours pas rendu les enfants, a fait appel. L'affaire doit être examinée, ce jeudi 24 août, par la cour d'appel de Reims.

M. Edmond Kaiser, qui a fondé, en 1960, l'association Terre des hommes, dont le siège est à Luxembourg, nous demande de préciser que cette affaire ne concerne pas le mouvement dont il est le responsable, mais « Terre des hommes-France », un groupe indépendant, déclaré-il, et qui ne nous avait rien. Ni pour l'avenir, ni pour le passé, ni pour les méthodes.

D'autre part, Terre des hommes-France n'a aucun rapport avec les associations régionales du même nom, Terre des hommes-Haut-Rhin, ou toute autre association Terre des hommes sur le nom du département (Le Monde daté 23 août). Terre des hommes-France est une association d'adultes et de jeunes, fondée en 1960, et qui a pour but de protéger et de promouvoir les enfants en danger, l'enfant mourant de faim, l'enfant abandonné, les conséquences de désastres naturels ou provoqués, les guerres (...). En s'éloignant de cette charte qui définit et justifie de façon claire et précise l'existence fondamentale du mouvement, Terre des hommes-France a provoqué le départ de vingt-cinq départements, qui ont préféré quitter le sein de l'association nationale plutôt que trahir enfants et donateurs.

Psychologue infanticide

M. Xavier Montcourtols, trentenaire, ancien psychologue social à Braine (Alsace), a été inculpé, mercredi 23 août, de « coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner », et « pour avoir, dans la ville, donné à son fils aîné, Laurent, quatre ans, une « correction » qui provoqua sa mort. Extradé par les douanes de son fils, et par son verus d'une punition, M. Montcourtols avait frappé Laurent avec un morceau de gros câble électrique. L'adolescent était, peu après, victime d'un malaise, et le médecin appelé ne put, à son arrivée, que constater son décès. Au même moment, M. Montcourtols se contentait de prononcer à la gendarmerie en déclarant : « J'ai fait une bévue ».

LA C.G.T. ET LE THERMALISME

M. Roger Wyhmann, membre de la direction régionale de la C.G.T. et administrateur à la caisse nationale de sécurité sociale, a été inculpé, mercredi 23 août, de « coups et blessures volontaires », et « pour avoir, dans la ville, donné à son fils aîné, Laurent, quatre ans, une « correction » qui provoqua sa mort. Extradé par les douanes de son fils, et par son verus d'une punition, M. Montcourtols avait frappé Laurent avec un morceau de gros câble électrique. L'adolescent était, peu après, victime d'un malaise, et le médecin appelé ne put, à son arrivée, que constater son décès. Au même moment, M. Montcourtols se contentait de prononcer à la gendarmerie en déclarant : « J'ai fait une bévue ».

Une monitrice du centre de loisirs municipal de Gargès-les-Gonnesse (Val-d'Oise), Mlle Martine Behnou, âgée de dix-neuf ans, a été inculpée, mercredi 23 août, par la commission d'enquête de la C.G.T. et de la C.F.T. « pour avoir, dans la ville, donné à son fils aîné, Laurent, quatre ans, une « correction » qui provoqua sa mort. Extradé par les douanes de son fils, et par son verus d'une punition, M. Montcourtols avait frappé Laurent avec un morceau de gros câble électrique. L'adolescent était, peu après, victime d'un malaise, et le médecin appelé ne put, à son arrivée, que constater son décès. Au même moment, M. Montcourtols se contentait de prononcer à la gendarmerie en déclarant : « J'ai fait une bévue ».

EN BREF...

- Suicides d'un père et d'un fils. — Adrien Lincette, âgé de cinquante-trois ans, inculpé à la maison d'arrêt de Niort (Deux-Sèvres), s'est pendu dans sa cellule, mardi 2 août. Il devait comparaître prochainement devant la Cour d'assises pour avoir mortellement blessé, le 31 mai dernier, son volait, Jean David, à Thénac, après une querelle de voisinage.
- Une demande de mtes en liberté a été déposée, mercredi 23 août, par les deux défendeurs du prince Victor-Fernand de Savoie, inculpé à la maison d'arrêt d'Ajaccio depuis le samedi 19 août. Le magistrat instructeur, M. Hubert Breston, dispose de cinq jours pour prendre sa décision (Le Monde du 23 août).
- M. Jean-Claude Martyguat, dit « KKA », âgé de vingt ans, originaire de Cîteaux (Pyrénées-Atlantiques), arrêté le 23 décembre 1977 à Bayonne, alors qu'il transportait des armes et des cocktails Molotov, a été remis en liberté mercredi 23 août. Il était soupçonné d'avoir participé à des attentats revendiqués par l'organisation nationaliste « Iparrak » (deux du Nord), notamment comme le cinéma La Fria et des agences de travail temporaire de Bayonne. Deux montants de solidarité avaient été organisés en faveur de sa libération.

loterie nationale Liste officielle DES SOMMES A PAYER, TOUS CUMULS COMPRIS, AUX BILLETS ENTIERS

Table with columns for terms, final numbers, signs of the zodiac, and sums to pay. It lists various lottery results for terms 1 through 10, including zodiac signs like 'tous signes', 'balance', 'polesigne', etc., and corresponding monetary values.

Signes du Zodiaque
TIRAGE DU 23 AOUT 1978
PROCHAIN TIRAGE
78 LE 20 AOUT 1978 A SELESTAT (Bas-Rhin) 38



Le Monde DES LIVRES

CES GENS QUI ÉCRIVAIENT DES LETTRES

L'étonnante manie de Lovecraft

vite

Écrire plutôt que parler.

CERTAINS disciples de Gutenberg déplorent que la télévision ait incité tant d'écrivains à s'expliquer, à se construire un personnage, à négliger leurs œuvres au profit de leurs relations publiques. C'est oublier qu'avant la télévision on s'expliquait déjà dans les salons, dans les cafés, dans la correspondance.

Lovecraft, mort en 1937, peut servir de exemple de la télévision commerciale. Est-ce doute le dernier grand épistolier; le Voltaire, le Sévigné de notre temps, apportant un autre type de correspondance, plus rare et d'apparence paradoxale : celle de l'auteur fantasmatique, quel beau moyen de communiquer pour un solitaire, que d'écrire à un destinataire invisible!

Mlle et Une Vieille Rian d'étonnant aussi qu'il soit devenu un enfant névrosé, et qu'à l'âge de dix-huit ans, au moment d'entrer à l'Université (et avec la perspective de devenir professeur de physique), il ait sombré dans une dépression dont il ne sortit que douze ans plus tard, peu après l'hospitalisation de sa mère. En attendant, il se mit à lire les magazines à bon marché (les paips) et ce qui devait arriver arriva : il écrit un roman, publié en 1912, fut le coup d'envoi de sa correspondance et de son œuvre : une société d'écrivains amateurs entra en contact avec lui, il soumit un texte pro-

testaire (sa nouvelle *Alchimiste*) et fut admis. Toutes ses histoires parurent dans des magazines d'écrivains amateurs, et à partir de 1923, dans un *pulp*, *Weird Tales*, que d'ailleurs il méprisait. Un recueil de ces nouvelles « à deux malles » a été traduit en français (1). Pour comprendre à quel point la correspondance fut essentielle à Lovecraft, il suffit de souligner qu'il y consacra beaucoup plus de temps (cent mille lettres !) qu'à tout le reste de son œuvre — qu'elles sont admirablement et parfois généralement écrites. JACQUES GOIMARD. (Lire la suite page 10.)

Le temps retrouvé de Mme de Sévigné

La fin d'une histoire d'amour.

VOICI donc achevé, avec ce troisième volume de la Bibliothèque de la Pléiade, la publication de la *Correspondance* de Mme de Sévigné. Roger Duchêne, professeur à l'université de Provence et qui est éditeur des lettres, a été assisté avec une patience légendaire, un texte dont l'histoire même (copies partielles, éditions superflues, éditions fautes, maquillages, affectées, et toutodés originaux juste à la veille de la « Révolution ») est un roman.

Il est à souligner l'univers réel qui sous-tend les lettres, cet écheveau complexe de réalités politiques, juridiques et mondaines que nous ne saurions démentir sans nous au risque de perdre le sens de tant d'éclairs de malice et de cruauté. Il s'agit d'intervenir les voix des correspondants : Bussy-Babutin, à l'esprit appliqué; Mme de Coulanges et ses tons mignards; Mme de La Fayette et sa sécheresse autoritaire; Mme de Grignan ne se fait entendre qu'une fois, après la mort de Mme de Sévigné, pour une réponse aux condoléances du président de Moulon ou la douleur ne s'exprime pas avec élégance.

La convocation des interlocuteurs ne sert qu'à rendre plus évident l'isolement général de l'épistolier, et l'unicité d'une voix où passe l'accent de plus grande, de Pascal à La Fontaine, et le sien propre, qui ne doit rien à personne. Ces lettres appartiennent à l'invention non concertée, sans doute d'un espace littéraire exceptionnel à l'âge classique. Il était nécessaire comme le fait M. Duchêne, de tant appuyer sur l'authenticité, la sincérité des sentiments exprimés? (A quel point bien ressemble une « littérature » sincère?) Et surtout de prendre à la lettre la promesse d'intégrité que l'éditeur a faite au lecteur: « Les lettres de Mme de Sévigné sont des lettres de la vie, elles ont une valeur de témoignage, elles sont le reflet d'une attitude morale, non le plaisir d'une littérature ».

LA MOTO COMME ÉTHIQUE

La folie et la pacification de l'âme.

UN père et son fils sur une motocyclette. Ils cherchent à aller dans le nuit et dans le vent. Ils rencontrent des fantômes. Comme dans la légende du roi des Aulnes. Et pourtant, ici, ce n'est pas l'enfant mais le père qui est entraîné par le spectre, et l'enfant qui s'effondre n'est pas la mort, mais la folie.

découverte de vérités éternelles. « La loi de la gravitation, et la gravitation elle-même, n'existaient pas avant Newton. Ce qui veut dire que cette loi n'existe en fait nulle part, si ce n'est dans la tête des gens, c'est un fait ».

Contre les pièges du discours solitaire. Aucun siècle, comme celui-là, n'a ouvert pour le faillissement d'une vérité née de la communication, de la relation sociale, contre les pièges du discours solitaire. Mme de Sévigné s'écrie dans le regard de Mme de Grignan, et n'ignore jamais que, pour être, il lui faut d'abord être déchiffrée, que le texte n'est rien si d'écrire il ne devient texte.

« André Gide et la première N.R.F. »

d'Auguste Anglès

Le château de Protée

QUEL plaisir, où l'on attendait un professeur, même le meilleur, de trouver un écrivain! C'est ce qui nous arrive quelquefois, et particulièrement cette fois-ci avec M. Auguste Anglès. Son imagination brille tout autant que sa science dans cette évocation, cette résurrection d'une époque, d'une société, d'un milieu, dans ce tableau d'histoire littéraire, intellectuelle, humaine, où chaque figure, même fugitive, est un portrait en mouvement.

NOUS sommes en 1904, la vie est tendre et douce, — et double : vie créatrice, intellectuelle, spirituelle, conjugale (bonheur), bourgeoise, également intense sous toutes ses formes; et se « double clandestine » : celle que vit le lecteur furtif et fiévreux, chassant dans la campagne ou dans la ville, toujours entre l'indéfini et le peur, hanté par l'ombre, de Custine peut-être, de Wilde sûrément.

par Yves Florenne

Et puis, rentré dans un de ses châteaux, il change d'âme et de costume, le voici « dispos à l'art », ou « moraliste à la française »; ou mieux encore, éteignant son sourire, bien sûr ambigu, il entre (avec une conviction incontestable) dans le personnage du moralisateur rigide (je ne l'ai pas fait exprès).

NOUS y volait, ou presque. Mais il fallait marquer — et l'ajout central du livre et de son auteur, ce n'est pas un groupe, une revue, une institution, mais un homme. C'est le N.R.F. aussi, sans doute, mais le N.R.F. dans Gide, par Gide, à travers Gide, identifiée à Gide, réduite à Gide : c'est Gide toujours. Autour de lui, le nébuleux se forme, s'allume : ce que Copeau va appeler un « circuit de fer-veur ».

scénarios du futur le nouveau François de Closets de Closets denoël

3

N. BARRILAU

REVUE

LOVECRAFT

(Suite de la page 9.)
 Avant même d'avoir donné ses œuvres marquantes, il avait pris un tel ascendant sur le petit groupe qu'il ajouta à ses pseudonymes, en 1919, celui de « grand-père ». Flaisanterie, certes ; mais quand des correspondants plus jeunes entrèrent en scène — comme Frank Belknap Long, le futur auteur des *Chiens de l'Inde* — il fut pour eux « grand-père » et le vieux gentleman ». Un pas de plus, et ses tantes qui l'entretenaient devinrent ses « filles » : il avait surmonté sa dépression en s'identifiant à son grand-père maternel.

Un asthénique, un solitaire, qui retrouve le goût de commander par la correspondance et celui de vivre par la fiction : tel fut Lovecraft. Et il se retrouva si bien qu'il faillit aller plus loin : en 1924, à court de ressources, il aboutit à New-York, où il épouse... une femme de lettres amateur et rencontra... une bonne partie de ses correspondants ordinaires, dont certains démentaient de Cleveland pour vivre avec lui. Par un

curieux phénomène de dynamique de groupe, le « club » devint le « gang » : journées de promenades, soirées au café, nuits passées à discuter. Nous ne connaissons jamais (même si nous les pressentons) les raisons de l'échec ; toujours est-il que, deux ans après, Lovecraft s'enfuit à Providence, met sa femme à la porte et reprend avec ses amis les anciennes relations par lettres signées « grand-père ».

Le volume s'arrête avec cet épisode, on peu s'en faut. Nous sommes en 1926, et la plupart des chefs-d'œuvre restent à écrire ; la plupart des lettres nous devons attendre les deux volumes suivants. Souhaitons qu'ils soient, comme celui-ci, éclairés par les notes de Francis Leamas ; et aussi que l'éditeur romédie à certaines négligences de traduction, à certaines coquilles, à la traditionnelle (mais regrettable) absence d'index. Cette extraordinaire entreprise le mérite bien.

JACQUES GOSMARD.
 * LETTRES, de H. P. Lovecraft, Tome I, (1914-1926), Bourgois, 414 pages, 75 F.

Mme de Sévigné

(Suite de la page 9.)
 Le siècle n'en finit pas de mourir. Après La Rochefoucauld et Retz, le « Bien-Bon » lui-même, et Mme de La Fayette, enfin, qui avait en vain laché d'arracher son amie à la solitude : « Vous êtes vieille, vous vous ennuyez, les Rochers sont pleins de bois... Votre esprit deviendra triste et beissera. » Non pas : dans les allées des Rochers, avant la terrasse de Grignan, Mme de Sévigné se défait des illusions du monde. « Masques, je vous connais ! », lance-t-elle au siècle.

L'écriture même porte les marques de ce désenchantement et de cette ascèse qu'un autre après elle appellera le temps retrouvé. Tandis que son observation la pousse à dédaigner, dans un Paris déjà truqué, « cette fausse campagne qui fait qu'on est plus sensible aux beautés de la vérité », tandis qu'avant Colette elle s'étonne de découvrir autant de nuances dans son paysage familial, au point de dire : « En cas de besoin, je saurais fort bien faire un printemps, tant je me suis amusée à observer, à épi-

loguer celui-ci. » Dans un soul-acru de spontanéité, elle tend à exclure de ses lettres tout ce qui trahirait la touche du peintre, la marque d'un travail.

Qu'importe si l'argent est, après l'honneur, le nouveau dieu du siècle, qu'importe si à Versailles Mme de Maintenon n'a pas le temps d'aller dire deux mots à son ancienne amie des mauvais jours, et que le tourbillon l'emporte. Loin des fastes de la cour, son « bonnet de paille sur la tête », Mme de Sévigné en son jardin sourit de ce qu'on ait appelé son fils « anate dea », elle dont la vie est « toute médiocre, toute simple, toute solitaire ». Dans ce jardin étroit, exilée dans l'imaginaire, au bout du long apprentissage de l'absence, Mme de Sévigné se dispose en ce printemps de 1696 à renouer la mort. « Un instant, elle se sentait au parç des Rochers — comme « instant de la plus grande authenticité ».

BERNARD RAFFALLI.
 * CORRESPONDANCE de Mme de Sévigné, tome III, septembre 1696-avril 1702, Gallimard, Pléiade, 1299 pages, 130 F.

Le château de Protée

(Suite de la page 9.)
 Il ne nous reste plus qu'à suivre. C'est-à-dire suivre M. Angles dans une exploration totale où les vues, tantôt éérées, tantôt profondes, de la forêt n'empêchent jamais de voir l'arbre, ni de regarder le feuillet. Il s'oriente et se dirige fermement parmi des « directions », subtilement, éloquentement rayonnantes, autrement dit opposées, qu'elles soient politiques ou philosophiques. On admire Gida cherchant, maniant ses « contrepoles ». Que la balance soit juste lui importe moins que de voir le filé, par retouches successives, osciller autour de l'horizontale.

Aussi M. Angles discerne-t-il à bon droit, dans le groupe et le revue, une « éthique de la contradiction ». Et aussi cette « remise en honneur de la fonction critique », qui aboutit bien plus tard à ce que cette fonction conçoive, par un impératif volontiers terroriste, l'espace de la création jusqu'à n'avoir bientôt plus d'autre matière qu'à exercer qu'elle-même. Il inventorie, fait jouer, admette au passage tout ce qui se dépense dans la revue de curiosité, de réflexion, d'enthousiasme critiques. Mais trop souvent au profit de ce qui « n'en méritait pas tant ».

La détermination du jugement n'est pas moins aveuglante pour nombre de textes que la revue elle-même ; ni moins surprenante, l'erreur inverse. Ainsi, M. Angles, à qui rien dans chaque sommaire n'échappe, découvre un article signé Jean Renaudie pour des raisons proustiennes, et pour lequel Gide n'eût que dédaigné (il est vrai que ce Jean Talva était une Mlle Judicie, et qu'à la N.R.F. on n'admettait le talent d'une femme, surtout inconnue, que pendant le moment où on avait cru qu'elle était un garçon). Quoi d'étonnant ? La suite montrera que l'intuition proustienne n'était pas le fort de Gide. On aura beau faire, trop tard, Proust n'eura jamais été un auteur de la N.R.F. — la revue, mais non plus le « comptoir d'éditions » — qui aura raté (sauf

pour le profit, bien entendu) le découvrir et l'élection du plus grand. D'ailleurs, si on y regarde de près, souvent les « grands », même qui y publient, ne furent pas, ou ne furent qu'à demi, de la N.R.F. A commencer par Claudel.

Paradoxalement, le plus créateur du « circuit », le vrai maître, qu'on appellera spontanément et justement « patron », ce fut Copeau, lorsqu'il se sera saisi, au-delà de l'écriture, de la création la plus concrète, la seule incarnée : la représentation dramatique. Or, effaçé comme théâtre de la N.R.F., éteint, décrié comme tel (pour « calvinisme » ou « jansénisme »), le Vieux-Colombier sera, au fond, l'anti-N.R.F. Copeau, enfin, se libère et devient ce qu'il est. Et, pour lui, le théâtre est tout. Les « gens de la N.R.F. », eux, tiennent le théâtre pour quelque chose d'inférieur, de corrompu, à peine un genre littéraire ; pour un mauvais lieu où on trouve les plaisirs et les périls de l'encastrement. Mais, avec le Vieux-Colombier, c'est une autre période qui va commencer.

Ce livre, si riche, si complet, est-il lui-même un commencement ? Il s'ouvre par ce long et excitant prologue où l'auteur met en scène six personnages en quête de leur revue. Prologue suivi d'une première partie, — qui demeure curieusement (provisoirement ?) unique. Doublement unique, en tout cas, par ce dessin de M. Angles, si magistralement rempli : écrire, comme lui seul l'a fait, l'histoire de la première N.R.F., c'est lire à travers elle — jusque dans ce qu'elle a méconnu ou manqué, jusque dans ce qu'elle ne fut pas — l'histoire d'une littérature et l'histoire intellectuelle d'un temps.

YVES FLORENNE.
 * ANDRÉ GIDE ET LE PREMIER GROUPE DE LA « NOUVELLE REVUE FRANÇAISE », d'Auguste Angès, Gallimard, Bibliothèque des Idées, 429 p., 85 F.

l'été grec, les îles, le soleil, les nuits, l'ivresse de tous les sens.

Robert Quatrepoint
les yeux d'Orphée



"l'appel de ce roman est irrésistible".
 MICHEL DEJAN, de la « Nouvelle Revue Française »
 LE JOURNAL DU DIMANCHE

denoël

LE Train Bleu
 Laurence Clark Powell
 Préface de Henry Miller

"Quelle fraîcheur, quelle délicatesse !
 Il faut lire ces cinq merveilleux portraits de femmes"



Buchet/Chastel
 18 rue de Condé - 75006 Paris

la vie littéraire

Une exposition
Francis Jammes à Orthez

Une exposition consacrée à Francis Jammes se tient, depuis juin, à Orthez, à la Maison Chrétie, route de Pau. Jammes résida de longues années dans cette demeure, rachetée et restaurée ensuite par le municipal, et il y composa ses principales œuvres. L'hommage rendu ainsi au poète marque le quarantième anniversaire de sa mort survenue à Hespéran, en novembre 1938. Les organisateurs ont décidé de prolonger et de reconduire l'année prochaine cette exposition qui connaît un succès certain.

Plus de cinq cents documents — manuscrits, lettres, gravures, bustes, photographies, dessins, partitions musicales — sont répartis dans les quatre pièces de la Maison Chrétie. Ils font revivre Jammes et sa famille, Jammes et Orthez, Jammes et les musiciens, Jammes naturaliste dont on voit notamment l'extrait ordinaire herbar composé d'algues qu'il réalisa alors qu'il était encore lycéen à Bordeaux, et les nombreux écrivains qui, tels Paul Claudel, François Mauriac, Charles Guérin, André Gide et bien d'autres, venaient à Orthez rendre visite au poète comme en pèlerinage tant était grande la fascination qu'il exerçait.

Un riche catalogue, œuvre de Michel Haüria et du docteur Maurice Labat, chirurgien à Orthez et détenteur d'une prodigieuse collection de manuscrits de Jammes, offre un inventaire complet de tous ces vestiges.

T. Q.

Le siège de La Rochelle

Jusqu'au 15 octobre, La Rochelle célèbre son très célèbre siège (très coté quarantième anniversaire), par une très intelligente exposition.

L'affaire y révèle infiniment plus complexe que ce que le disent nos manuels. Si le ville, alors quasiment indépendante, apparaissait, à l'étranger, comme « le boulevard de la réforme », si des raisons religieuses, donc, mais plus encore économiques, faisaient d'elle, pour Richelieu, une cible à ne pas rater, toutes les puissances de l'Europe, de près ou de loin, étaient impliquées dans une lutte au plein milieu de laquelle les Rochelais se proclamaient paradoxalement « fidèles sujets du roi ».

C'est du point de vue international que,

pour la première fois, François de Vaux de Foletier s'est placé en écrivant le *Sigée de La Rochelle*, un livre qui a servi de clé de voûte à l'exposition actuelle. Sa documentation, puisée aux archives nationales, dans les archives anglaises, peu explorées, et dans les rapports, si riches, on le sait, des ambassadeurs italiens, éclaire d'un jour neuf et probablement de manière définitive un épisode passionnant de notre histoire. — C. G. A.

Éditions Quadrifurcées, Éditions Rupella, La Rochelle, 80 F.

Césaire et Breton

Jean-Michel Pécès publie, en fac-similé, la collection complète de *Tropiques*. Créée en avril 1941, à Fort-de-France, par Aimé Césaire et René Ménil, qui voulaient manifestement leur refus du régime de Vichy, « affirmer l'originalité de la culture des Antilles », cette revue parut jusqu'en septembre 1945. Dans un entretien préliminaire avec Jacqueline Leloir, Aimé Césaire rappelle l'influence qu'exerça André Breton sur *Tropiques*, durant son séjour à la Martinique. « Je l'ai rencontré, et il m'a littéralement fasciné, dit Césaire. C'était un homme d'une culture extraordinaire, avec un sens étonnant de la poésie. Il sentait la poésie, il le sentait, comme n'importe quel poète dans l'air. C'était un détecteur prodigieux... » (Deux volumes reliés. Index des collaborateurs. Ed. Jean-Michel Pécès, 12, rue Pierre-et-Marcel-Curie, Paris-5^e). D'autre part, la librairie Desormeaux (3, rue du Général-Gaillard, Fort-de-France), publie une importante étude en six volumes de Jack Corzani : *La Littérature des Antilles-Guyanes françaises* (1).

(1) DITE E.D.C.A., 11, rue de Châteauneuf, 75009 Paris. 600 F les six volumes.

en poche

UN « NOUVEL » ÜBU

DÉCIDÉMENT, Alfred Jarry, qui réservait son théâtre aux « quelques intelligents » et qui écrivait : « Il faut se faire foule pour entendre la foule — sauf dans l'œuvre d'art, qui ne se regarde pas », Jarry aura été bien servi par l'édition de poche. Après la *Tout-Übu* publiée par Maurice Sallat au Livre de poche, qui fit date en 1962, la collection « Folio » propose un *Nouvel Übu* de référence où aux soins de Noël Arnaud et Henri Bordillon.

Naguère encore il était nécessaire d'exposer aux foules ignorantes à quel point elles s'obusaient en réduisant Jarry à *Übu roi*, *coccu*, *enchâiné* ou *sur le butte*. Il fallait leur rappeler la « ruse » de l'œuvre : *Messaline*, *ou les Jours et les Nuits*, *l'Amour absolu*, *le Surréalisme*, *Faustroll*. En fait, l'œuvre de Jarry est « un parfait modèle d'intertextualité ». Chaque texte tisse avec les autres de multiples liens dont les plus évidents sont dus à « l'incessante réutilisation des débris, scories et braies s'alimentant à l'extinguible foyer d'Übu ».

Tout se passe comme si Jarry, en acceptant, très « pataphysiquement », de jouer à l'obésité d'Übu, avait mis au jour la source de tout langage « poétique » : une enflure somptueuse et truquée, dont toute littérature, secrètement, procède et, comme dit la mère Übu, une « basse férocité » qui, sous la nom de force intérieure, ou style, suffit à l'écrivain pour régler ses rapports avec le monde — les lecteurs.

Noël Arnaud et Henri Bordillon publient moins de textes que Maurice Sallat. Ils donnent, certes, *Übu roi*, *Übu coccu*, *Übu enchâiné*, *Übu sur le butte* et les principaux textes « autour » d'Übu roi et d'Übu coccu. Mais ils omettent les deux *Almanachs* du père Übu — parce que non théâtraux, disent-ils — et d'autres écrits sans doute jugés accessoires.

Ces lacunes délibérées sont compensées par un imposant appareil documentaire : souvenirs de Lugné-Poe et lettres de Jarry, témoignage de Georges Rémon sur la fameuse première d'Übu roi le 10 décembre 1896, lettres de Charles et Henri Morh, auteurs, en leur jeunesse hydramné, de la première mouture d'Übu roi, et plus de quatre-vingts pages de notes.

HENRI NEREA.
 * ÜBU, d'Alfred Jarry, coll. « Folio », Gallimard, 13 F.

en bref

LE PRIX EUROPA-LETTERATURE, créé par la Fondation internationale pour le développement des arts et des lettres et destiné à récompenser « un écrivain dont l'œuvre a contribué de façon importante à la langue française dans le monde », a été décerné à Jacques Bergeat. Les livres de l'auteur, avec Louis Funès, du « théâtre » *Masque de magiciens*, ont connu près de trois cents traductions.

LE DIXIÈME COLLOQUE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES SCIENTIQUES DE LANGUE FRANÇAISE se tiendra à l'Université de Toulouse-Le Mirail, du 5 au 10 septembre. Il traitera des thèmes suivants : « Mouvements régionaux, minorités ethnico-culturelles, nations » ; Robert Lafont et Maxime Rodinson donneront deux conférences en séances plénières.

LE COLLOQUE ANNUEL DE LA SOCIÉTÉ DES AMIS DE MARCEL PROUST se tiendra à Illiers-Combray (Eure-et-Loir) le dimanche 3 septembre, sur le thème « Pierre, lecture de Proust ». Il sera précédé d'un déjeuner amical (40 F tout compris). Poursuivre avant le 28 août à Illiers-Combray (28120), boîte postale n° 22.

LES CONCOURS POÉTIQUES DE L'ASSOCIATION de la Renaissance Aquitaine sont ouverts. Plusieurs prix sont proposés aux candidats, dont le Grand Prix de la Renaissance Aquitaine. Le prix « Urbis Palladium » et le prix Joseph Peret, prix de la Nouvelle.

Démarcher le règlement à Mme Suzanne Vincent, 14, boulevard des Pyrénées, 64000 Pau.

UN OUVRAGE POSTHUME DE DOMINIQUE DE BOUX va être publié par Christian Bourgois. A travers ce récit, intitulé *Les années Fille au ballon rouge*, dont on ne sait s'il s'agit d'une fiction ou d'un journal, l'auteur essaie d'expliquer le cheminement d'un intellectuel engagé dans la par l'attrait de pouvoir. Dominique de Boux, un peu sorcier, avait été mêlé aux événements d'Algérie en 1962. C'est le conseiller de Jonas Savimbi, président de l'UNITA. De son aventure politique, il écrit : « Il avait tiré la matière romanesque de « Cléopâtre Empire », publié quelques jours avant sa mort.

TOUTES LES POÉSIES DE SA-MUEL SECKETT écrites en français depuis 1927 vont être rassemblées dans un recueil intitulé « Poèmes » aux Éditions de Minuit. A ces textes, précédemment publiés en 1968 et 1974 dans des éditions à tirage limité, s'ajoutent une série de poèmes inédits écrits ces deux dernières années, « Les Méditerranéennes ».

LES PROCHAINES RENCONTRES PORTUGUES DU CHATEAU DE FOUGÈRES (Dix-et-Vingts), une initiative de Juliette Daré et Alain Boquet, se dérouleront les 9 et 10 septembre avec la participation de Marie-Claire Bancel, Quast, Georges-Romanus Chénier, Charles Le Quéitrec, Jean Monchaux, Pierre Oster-Soummer et de Jean-Claude Renaud.

DEUXIÈME ÉDITION DISSENTIENCE, vient de se créer une coopérative d'édition ouverte à ceux qui se situent résolument en dehors des idéologies dominantes (marxistes et libérales). Elle entend publier, dans tous les genres, des textes de recherche, d'actualité ou inactuels. (Éditions Dissidence, le Moulin de la Guesche, 46200 Saint-Brevin-les-Plais)

Je t'embrasse
 1/50

صحنات الامل

romans

Luce Amy et l'urgence de l'amour

Une rare qualité d'âme

Luce Amy n'est pas un écrivain qui s'écrit... Elle a écrit un roman, Anna, premier visage, publié en 1953...

Teux de braise de Chantal Chawaf

L'invention d'un langage. ROUGEATRE, comme une floraison de pivons, de jacinthes et de digitales dans un jardin de l'île-de-France...

Des mâles bien-pensants

«L' A femme est un être occasionnel et accidentel... Aujourd'hui, apparemment tout continue comme avant...»



Du nouveau chez les < polars >

ALGERIE 1968. Ben Belle est encore au pouvoir, mais pour combien de temps? Dans l'ombre, ça grandit... Le roman publié aujourd'hui s'inscrit parfaitement dans la lignée de cette œuvre classique...

La plume au soleil

Yvan Andouard fait des livres comme on fait de la confiture. H. BOREUX, homme qu'on trouve dans les provinces, il aime sa Provence avec l'enthousiasme d'un prosélyte...

Une réhabilitation de Héraut de Séchelles ?

L'histoire n'aime pas les héros du double jeu. CONQU en deux parties, un peu comme un procès en réhabilitation... Héraut de Séchelles, un homme qui a écrit un livre...

La nuit, le jour, et toutes les autres nuits MICHEL AUDIARD. Ce livre est beau, unique où il dit la mort de tous ceux qu'il a aimés...

CHAIM POTOK LA PROMESSE ROMAN. Un récit étonnant qui reflète les grands courants religieux et psychologiques de notre temps.

GINETTE GUITARD-AUVISTE. Héraut de Séchelles a arrêté l'abbé Salomon, inter-nonce du pape, aux massacres de septembre...

ECRIVAINS RUSSES DE L'INTÉRIEUR

par Nicole Zand

QUELS sont les écrivains soviétiques que l'on publie à l'étranger ? Quels sont ceux que l'on ne publie pas ?... Il n'y a pas de règle, donc pas de critère. Paradoxalement, l'Agence soviétique des droits d'auteurs (VAAP) vend de tout : des œuvres d'Akhmatova qui ne sont pas encore éditées en russe, un livre de Trifonov qui eût dû être un démolissage en règle de la part de l'Union des écrivains et de la Gazette littéraire, une nouvelle de Vladimir, membre du groupe moscovite d'Amnesty International (Trois minutes

de silence, à paraître en septembre chez Gallimard), alors qu'un autre ouvrage du même auteur (Rouslan) est un « tamizdat » (publié « à bas », à l'étranger, en Occident). Il est vrai que, si les éditeurs français réclamaient les très officiels Tchakovskii ou Setronov, la VAAP les vendrait aussi... Comment expliquer cette libéralisation de la censure ? Est-ce pour « faire des devises » avec la littérature comme avec le caviar ? Ou bien désire-t-on donner à l'étranger une image de qualité ?...

Où bien encore — explication plus machievélique — s'agit-il de compromettre les meilleurs afin de prouver qu'ils mangent à tous les râteliers ?... Nous présentons dans cette page cinq écrivains soviétiques qui ont été traduits en français cette année. La liberté de leur inspiration et de leur ton réside le plus souvent dans le conformisme total de la littérature publiée en U.R.S.S. Cinq écrivains de l'intérieur, cinq gammes de tons de la palette... Ils ont entre quarante et cin-

quante-trois ans. On pourrait en ajouter bien d'autres, officieux en suris, dissidents sans le savoir, Messieurs Jourdain de la contestation. Ils ont leurs encêtres, bien que la révolution n'ait que soixante ans. Ainsi ce tour d'Olécha qu'on voit rééditer en français et qui fut l'homme d'un seul étrangement prémoniteur — avant de se défaire de ses certitudes, Olécha ose se moquer de l'homme nouveau. Il trouve éditeur. C'était, il est vrai, en 1927.

VLADIMOV : un chien TRIFONOV : trahisons... RASPOUTINE, le Sibérien

C'EST une fable sur la perversion des vrais bons sentiments que ce *Fidèle Rouslan*, commencé par Grégori Vladimov il y a quatre ans, à la fin des années Krouchtchev, et qui nous arrive en français cette année seulement, précédé de l'admiration de tous ceux qui avaient pu le lire, en « tamizdat » d'abord, puis dans l'édition en langue russe publiée en 1974 en Allemagne fédérale. Le premier roman de Vladimov, le *Grand Fion*, avait été traduit chez Gallimard, il y a quinze ans. Une nouvelle, *Trois minutes de silence* paraissait en 1969 dans *Nomy Mir*. Mais Vladimov a eu le tort de se faire remarquer par ses prises de position en faveur de Soljenitsyne. C'est ainsi que disparaît en Union soviétique un auteur de talent ; un écrivain, âgé aujourd'hui de quarante-sept ans, qui a claqué la porte de l'Union des écrivains en 1977 et qui terminait en ces termes sa lettre de démission : « Continues à porter le fardeau de la médiocrité, faites ce dont vous êtes capables et ce qu'on vous a demandé d'accomplir — écrasez, persécutez, réprimez. Mais laissez-moi en dehors. Je vous renvoie ma carte, n° 1474... »

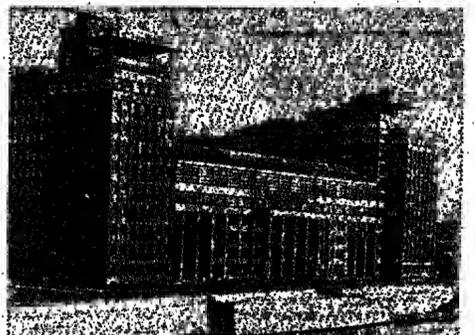
Le *Fidèle Rouslan*, comme le précise le sous-titre, c'est « l'histoire d'un chien de garde ». D'un chien de camp, d'un chien du Goulag, plus précisément. Un bon chien, dressé à garder les prisonniers, à les faire marcher par cinq (c'est le règlement), à rattraper les évadés. Rouslan n'est pas particulièrement cruel ni agressif ; il n'est pas, comme d'autres, un élément d'élite, réputé pour sa méchanceté. Non, il est simplement fidèle, plein de courage, de désintéressement, de dévouement à son maître et à ce service qui est toute sa vie. Bref, un parfait fonctionnaire dépourvu de fanatisme mais qui accomplit avec fierté son rôle de garde-chiourme et, s'il le faut, de bourreau. « Voilà jusqu'où on peut mener un homme, dénaturer un chien, en mettant au service d'une œuvre contraire à la vie tous leurs excellents dons naturels : à la construction et à l'entretien d'une cage », écrit André Siniavski dans une remarquable étude où il situe « l'entrée de Vladimov dans la grande littérature » (1).

(1) *Hommes et bêtes*, par André Siniavski, « Continuité », n° 4, 1976, Gallimard.

PREK STALINE à vingt-cinq ans, en 1951, fils d'un héros bolchevique « purgé » en 1938, Iouri Trifonov poursuit inlassablement une œuvre-à-mouvement comme pour exorciser un passé honteux et rendre à son pays tout un pan tragique de son histoire. « Mon métier, nous disait-il au moment de la publication à Moscou de *Le Meçon du quai*, c'est de ronger mes entrailles jusqu'à ce que j'aie tout rongé... Je ne peux écrire que sur ce que je connais... »

La maison du quai, en effet, existe. C'est un immeuble bien réel situé en face du Kremlin, qui avait été construit à la fin des années 20 pour abriter les privilégiés du régime et dont la plupart des locataires ont été exterminés par Staline. Trifonov y a vécu, entre 1930 et 1940.

Le roman, qui évoque les trahisons, petites ou grandes, d'un cynique qui veut « arriver », a été sévèrement jugé par les dirigeants de l'Union des écrivains,



La « vraie » maison du quai.

OLÉCHA : le complot des sentiments

LES Éditions de l'Âge d'homme ont en partenariat édité et publié il y a cinquante ans à Moscou, il s'agit de *L'Envie*, de Iouri Olécha ; à l'époque, le livre avait d'un seul coup rendu célèbre son auteur et suscité aussi bien engouement que critiques. Pour les uns, un auteur écrivain suspect venait de marquer un point. Il était normal, d'une certaine façon, que dans l'Union soviétique de la fin des années 20, l'absence de tout héros positif dans un ouvrage ne passe pas inaperçue et que certains déploient qu'un affrontement entre « hommes nouveaux » et « survivants du passé » — une manière de lire *L'Envie* — ne se conclue pas par la victoire édifiante des premiers. Qu'on en juge.

Nicolas Kavalero, le narrateur, intellectuel raté et piller de bistrot, a été recueilli par André Babitchev (Babitch en russe ?) le directeur d'un trust de produits alimentaires, un homme de beaucoup d'âge, qui vient de se faire chasser d'un café et qu'il git sur le trottoir. Aussitôt va se développer chez le jeune Kavalero un immense sentiment d'envie pour son bienfaiteur, un individu satisfait de lui, obèse, qui frotte de satisfaction tous les matins dans les cabinets, obsédé par sa toilette, ses séances de gymnastique et la construction d'un monde nouveau grâce, essentiellement, à une nouvelle qualité de saucisse qui devrait permettre un jour l'instauration du repas unique à 25 kopecks dans tout le pays. Conçus sur son divan, rêvant de gloire mais totalement impuissant à l'instinct, Kavalero sombre littéralement dans l'envie ; car, s'il méprise les hommes de ce monde nouveau, il ne peut s'empêcher d'admirer leur santé, leur équilibre. Et il est à peine besoin de se demander si c'est Kavalero ou Olécha qui s'exécime dans la lettre de rupture adres-

se à Babitchev : « Vous n'êtes qu'un dignitaire inculte et borné comme tous les dignitaires qui vous ont précédé et comme tous ceux qui vous suivront (...). Vous êtes le baron et nous sommes vos parasites... »

Avec le frère de Babitchev, Ivan, un ingénieur devenu bachelier, prophète de brasseries, magicien du monde nouveau, Kavalero va concocter sa vengeance. « L'envie que toute une série de sentiments sont appelés à disparaître — comme la pitié, la tendresse, la fierté, la jalousie, l'amour, — et se laissant aller à « considérer que les sentiments du vieux monde étaient beaux », « l'envie de l'orgueilleux le dévotisme par des idées humaines ». Dans cette parade, c'est Kavalero, bien sûr, qui représente l'envie. Mais la vengeance soigneusement préméditée ne sortira jamais de l'imaginaire, et les comploteurs s'installeront finalement chez la veuve Anet-olcha, « vieille, grasse et molle », dont ils partageront tour à tour les douteuses faveurs, en se vantant sur son lit de bois précieux incrusté de miroirs, tout en portant des toasts à l'indifférence, « l'état le plus agréable de l'homme ».

Après *L'Envie*, Olécha n'écrivit plus rien d'important, hormis son journal posthume, *Pas un jour sans une ligne*. Homme d'un seul livre, il a choisi, comme son héros, l'indifférence, la soumission, le renoncement, avant de sombrer dans la clochardisation et l'alcoolisme. Il est mort à Moscou, presque oublié, parce que, comme le note Georges Nivat dans son texte de présentation, « un certain mal de vivre se manifesta surtout en mai d'écriture ». Et pour un expert en la matière, le critique Arkadi Belinkov, qui avait passé treize ans dans les camps, Olécha restera dans les camps, Olécha restera dans un modèle de la reddition intellectuelle, empreint d'un désir profond d'humiliation, marqué à celui qui complot que ce soit, fût-ce celui des sentiments.

Dans tous ses écrits, on retrouve une véritable fascination pour les personnages féminins, les vieilles paysannes d'une vie intense, d'une mémoire scrupuleuse, qui s'imposent par leur rayonnement intérieur et qui parlent encore la langue de leur enfance, une langue toujours vivante avec ses mots et ses expressions colorées. C'est Anna, le personnage du *Dernier Débat* (paru en U.R.S.S. en 1970), dont le titre de *Matouchka* (« Petite Chouchoune ou Vampirov ») veut traduire l'évolution de millions d'hommes, dont la mentalité ne sera plus demain ce qu'elle est aujourd'hui.

SOULEIMENOV : le poète-géologue du Kazakhstan

CONSIDÉRÉ comme un des plus remarquables poètes de langue russe de notre temps, Oïgas Souleïmenov est kazakh. Il vit à Alma-Ata, où il est né en 1936, mais il a fait ses études à Moscou, où il est en sa seconde langue maternelle. Géologue de formation, cet homme, « à la frontière de deux univers », l'Europe et l'Asie, s'est livré à des recherches approfondies de linguistique et de slavistique et de turcologie avant de devenir poète. Son œuvre brasse le titre et les cultures avec une prodigieuse richesse de langue, une rare impertinence et une liberté de ton tout à fait étonnantes. Son *Livre de glaces* — paru à Alma-Ata en 1969 et remarquablement traduit par Léon Robel — est une très bonne introduction à son œuvre.

Le livre se présente comme un poème épique dont les fragments épars seraient des recueils de ses jours par un érudite, spécialiste de la poésie populaire, de la bouche d'un berger de quatre-vingt-dix-sept ans et d'un khokhoïen du même âge, morts depuis... Les traces écrites du poème, inscrites sur des tablettes d'argile, « déformations imprévisibles de la création poétique de nos khokhoïens anciens » (dit Souleïmenov) ont disparu, englouties dans la construction d'un barrage... Il n'y a donc plus aucun moyen de vérifier l'authenticité de cette épopée, qui tient sans doute autant du canular que de la turcologie, ou des autres cultures.

Mais ce jeu de turcophone à l'imagination follophone n'est pas gratuit. On sent à tout moment que la grande obsession de Souleïmenov est la remise en question des relations entre les peuples d'Asie et d'Europe dans une perspective historique qui ne serait plus seulement celle de l'idéologie grand-russe.

D'ailleurs, son dernier livre paru à Alma-Ata éclaire le sens profond du *Livre de glaces*. Il a fait scandale à Moscou, jusqu'à l'Académie des sciences, intitulé *Asie — être-cosmopolite qui signifie « Je et je »* (« Je » en vieux slavon ; « je » en russe), ce texte ose attaquer le héros russe, le prince Igor, qui conquiert l'Asie par dévouement à la grandeur de son pays ! Et si les Tatars n'ont pas seulement des « barbares » et des « pillards » ?... Interroge l'ironique poète kazakh.

C'est pourquoi il leur a restitué leur poème.

- Grégori VLADIMOV : « Le Fidèle Rouslan » (histoire d'un chien de garde), traduit du russe par François Cornillot, éd. du Seuil, 126 pages, 29 F.
- Iouri TRIFONOV : « Le Meçon du quai » et « Une autre vie », nouvelles traduites du russe par Lily Dancs. Collection « Littérature soviétique », Gallimard, 236 p., 34 F.
- Iouri OLÉCHA : « L'Envie », traduit du russe par René Sokolovitch. Préface de Georges Nivat. Coll. « Classiques du Seuil », L'Âge d'homme, 23 F.
- Valentin RASPOUTINE : « Matouchka », trad. par Létyne Petrova-Bolnais. Co-édition Robert Laffont et Belfrage français, 236 p., 28 F.
- Oïgas SOULEÏMENOV : « Le Livre de glaces », traduit du russe par Léon Robel. Coll. « D'étranges pays », Publications orientales de France, 168 p., 24 F.

Luce Amy

Nous ne l'avons pas assez aimée

roman

« Cette tragédie est rapportée sur le ton le plus naturel sans familiarité, le plus sensible sans larmoiements, le plus sobre sans sécheresse. C'est un beau livre, émouvant par son authenticité. »

Jacques de Ricmont / Le Figaro

« C'est là un beau roman, un cri d'humanité, une interpellation de la plus vraie charité chrétienne. Si nous n'avons pas encore rencontré Gisèle, beau coup l'ont déjà rencontrée, et nous aussi nous aurons peut-être un jour charge de cette âme désemparée. »

Lucien Guissard / La Croix

Jp 116 1520

صكنا من الامل

culture

Cinéma

LES FILMS MUSICAUX

La nouvelle mine d'or

Saturday Night Fever ayant rapporté 110 millions de dollars en deux semaines...

le Sibirien

Un documentaire de Jean-Louis Perrier sur le Sibirien...

le poète kazakhstanais

Le poète kazakhstanais, mort du styliste américain Charles Eames...

Mort du styliste américain Charles Eames

Nous apprenons la mort, survenue le 21 août à Saint-Louis (Missouri)...

Festival Estival de Paris

CONCIERGEURIE DU PALAIS 31 août à 18 h 30 et 20 h 30

BLANDINE VERLET clavier (Disques Philips) 2 Récitals Rameau

« Les Guerriers de l'enfer », de Karel Reisz

Sélectionné pour le dernier Festival de Cannes, ce second film synthétique de Karel Reisz...

« DRIVER », de Walter Hill

La poursuite en voiture à travers la grande ville, avec crissement de pneus et virages à 180 degrés...

CORRESPONDANCE

Sur « Le troisième Faust »

M. Jean-Pierre Foye nous écrit : A propos de mon article « Le troisième Faust »...

Neissances

M. Louis André DONCIEUX et Mme, née Catherine FURURY, Karine...

Décès

Mme Max AARON, ses enfants et petits-enfants, ont le douleur de faire part du décès de...

Le Monde

Service des abonnements 5, rue de Malherbe 75008 PARIS - FRANCE

« DRIVER », de Walter Hill

La poursuite en voiture à travers la grande ville, avec crissement de pneus et virages à 180 degrés...

REMERCIEMENTS

Mlle André Serrin, Mme Henri Salmet, née Gilberto...

ANNIVERSAIRES

Il y a dix ans Christian FJERDINGSTAD, nous quittait...

VISITES ET CONFÉRENCES

VENDEDI 25 AOUT VISITES GUIDÉES ET PROMENADES - 14 h, 15 h, 16 h, 17 h...

Lots de moquette pure laine grande largeur 70 F le mètre carré T3, T4

Lotissement par le S.A.R.L. Le Monde. Gérants : Jacques Fournier, directeur de la publication...

TRANSPORTS

La grève des contrôleurs aériens

- Les compagnies espagnoles de charters annulent leurs vols
- M. Le Theule dénonce le « chantage contre les passagers »

Après la décision des contrôleurs aériens de reprendre la grève du zèle le vendredi 25 août à midi — pour une durée indéterminée —, le ton est à la fermeté du

côté des pouvoirs publics. Dans un communiqué rendu public le jeudi 24 août, M. Joël Le Theule, ministre des transports, dénonce « ce chantage contre les pas-

sagers ». Ce mouvement ne lui paraît « être décidé que par une minorité » et ne correspondre « à aucune règle, à aucun prétendu plan de sauvegarde ».

Les compagnies aériennes prennent leurs dispositions pour atténuer les effets de cette nouvelle grève du zèle. Air France et Air Inter prévoient d'assurer tous leurs vols sauf à décaler des horaires. Pour leur part, les compagnies charter espagnoles ont décidé d'annuler les vols pro-

grammés le week-end prochain entre la France et l'Espagne. Les organisateurs de voyages mettront sur pied des services d'autocars pour assurer, lorsque cela sera possible, l'acheminement de leurs clients vers ou à partir des aéroports espagnols. M. Le Theule a indiqué que les

pouvoirs publics se préparent à tout faire pour assurer un écoulement régulier du trafic. Il a toutefois affirmé que si la situation créée par la grève du zèle des contrôleurs aériens exigeait, la fermeture de certains aéroports français pourrait être décidée.

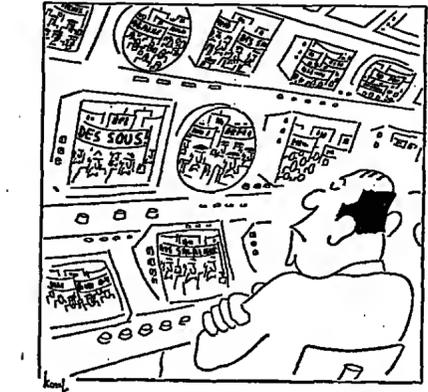
Pour le ministre des transports, le souci de sécurité invoqué par les contrôleurs aériens à l'appui de leurs revendications n'est qu'un « prétexte » et « est-il raisonnable, déclare-t-il, d'exiger annuellement, en ce qui concerne les fonctionnaires de l'aviation civile, l'intégration des primes dans le traitement, pour donner à des fonctionnaires recrutés au rythme de la carrière B des avantages de retraite supérieurs à ceux des professeurs titulaires ? ».

Un officier contrôleur de la circulation aérienne, recruté au niveau du baccalauréat, débute le plus souvent des vingt ans ; à trente ans, il perçoit environ 6 500 F par mois ; il prend sa retraite à cinquante-cinq ans (avec possibilité de l'avancer à cinquante ans), précise le ministre des transports. Selon lui, « cet exemple se passe de commentaires ; il n'est pas possible d'aller plus loin ».

Une meilleure sécurité

L'Union syndicale de l'aviation civile C.G.T. a réagi au propos de M. Le Theule. « Contrairement aux affirmations du ministre, aucune revendication n'est excessive ou démagogique », indique-t-elle dans un communiqué.

De son côté, la Fédération internationale des contrôleurs aériens (F.A.C.A.) a demandé aux pilotes de l'aviation civile d'apporter « le meilleur soutien » à l'action de leurs collègues français et entreprises pour une meilleure sécurité.



(Dessin de KONK.)

Les propositions gouvernementales

Lors des discussions engagées les 8, 18 et 19 août avec les contrôleurs aériens, les pouvoirs publics ont apporté certaines réponses aux demandes qui leur étaient faites.

• REMUNERATIONS

La prime de technicien, attachée aux qualifications obtenues, a été majorée de 20 % le 1^{er} juillet 1978 ; elle sera de 6 % le 1^{er} janvier 1979.

La prime de surcharge, attribuée aux personnels en poste dans les centres de contrôles principaux, sera portée de 250 à 300 F, le 1^{er} janvier 1979.

La prime d'exploitation, liée à l'activité des contrôleurs dans les différents centres mesurée en nombre de mouvements d'avions, a été augmentée de 8 % le 1^{er} juillet 1978 ; elle sera de 70 F par mois le 1^{er} janvier 1979.

Le coefficient de variation de cette prime tiendra compte de l'évolution de l'indice national des prix à la consommation. La prime de surcharge et la prime d'automatisation attribuée aux personnels utilisant des matériels informatiques, seront intégrées dans la prime d'exploitation et bénéficieront du même mécanisme d'évolution.

• CONDITIONS DE TRAVAIL

Espace aérien et mixité : le mini-

stère des transports s'emploie à faire prendre en considération les besoins croissants de la circulation aérienne générale ; des améliorations du système d'itinéraires sont esquissées ou en voie de l'être.

Le principe de la mixité civile militaire ne peut être remis en cause. Cette mixité peut impliquer pour un fonctionnaire de l'aviation civile des subordonnements fonctionnels, mais aucune subordination hiérarchique.

Fonctionnement et matériel : les crédits d'équipement seront réévalués pour permettre le lancement, dès 1978, des bâtiments du centre régional de la navigation aérienne de Reims et la poursuite d'opérations civiles, tous dans les corps de la navigation aérienne. De plus, il est également prévu cent quatre-vingt transformations d'emplois au profit des mêmes corps.

Horaires et congés : le ministère des transports n'est pas défavorable à un nouvel examen de l'adaptation des horaires de travail des personnels en services permanents aux contraintes spécifiques des centres à grand trafic.

Le chariot est au bout du quai

Heureux gens qui, de retour de vacances, auront mis le chariot à leur service. Le chariot à bagages dans une gare parisienne ? Trois cents « caddies » seulement à la gare d'Austerlitz à la disposition de cent cinquante et un mille voyageurs, un jour de pointe.

Tristes gares parisiennes : les porteurs à casquette se comptent maintenant sur les doigts de la main, les tapis roulants sont pratiquement inoccupés ; quant aux chariots à bagages, la S.N.C.F. juge qu'en trop grand nombre, ils gênent la circulation des voyageurs.

A cet égard, et comme on le voit dans le tableau ci-joint, les passagers aériens sont beaucoup mieux traités que les familiers du rail. Un jour ordinaire, Orly et Roissy accueillent trois fois moins de voyageurs et mettent à leur disposition deux fois plus de chariots à bagages, plus légers et plus maniables, que les six gares parisiennes.

Problème insoluble, pensent les responsables ferroviaires qui doivent écarter la foule des citadins dans des gares d'un autre âge, celui de la machine à vapeur. C'est à l'âge où voyager était un plaisir, pas encore une nécessité.

S.N.C.F.	NOMBRE MOYEN de voyageurs par jour*	NOMBRE de chariots à bagages
Gare de l'Est	32 590	106
Gare du Nord	48 998	78
Gare Saint-Lazare	47 519	78
Gare Montparnasse	46 410	300
Gare d'Austerlitz	24 740	300
Gare de Lyon	29 056	488
TOTAL	228 323	1 536
AEROPORT DE PARIS		
Aéroport d'Orly	43 350	2 980
Aéroport de Roissy	23 008	1 500
TOTAL	74 358	4 480

* Voyageurs grandes lignes.

FAITS ET PROJETS

Transports

• **Panama veut racheter National Airlines.** — La compagnie Pan American vient de proposer le rachat de la compagnie National Airlines pour la somme de 17 millions de dollars, soit 1,324 milliard de francs. Si les actionnaires de National Airlines acceptaient cette fusion, Panam deviendrait la seconde compagnie aérienne des Etats-Unis derrière United Air Lines. — (A.P., Reuter)

• **New-York : augmentation du nombre de plaintes contre Concorde.** — Les riverains de l'aéroport Kennedy ont adressé, en juin, 683 lettres de protestation contre le bruit du Concorde au décollage et à l'atterrissage, indique mardi le département américain des transports ; 397 plaintes seulement avaient été enregistrées en mai. — (A.F.P.)

• **Déficit accru pour les Concorde de l'exploitation des cinq Concorde de British Airways se soldent, en 1977-1978, par un déficit de 17 millions de livres (140 millions de francs), deux fois plus élevé qu'un cours de l'exercice financier précédent, révèle le rapport de la compagnie britannique. Le coût de l'aviation personnelle, qui effectue, chaque semaine, dix aller et retour sur New-York, trois sur Washington et deux sur Berlin, est ainsi pratiquement équivalent au bénéfice net de British Airways, qui s'élève à 18 millions de livres (150 millions de francs). — (A.F.P.)**

• **Essai pour le train à grande vitesse.** — Le train à grande vitesse (T.G.V.) qui, au mois d'octobre 1983, reliera Paris à Lyon en deux heures et atteint, le mercredi 23 août, entre Luxembourg et Sélestat dans le Bas-Rhin, la vitesse de 260 km/h. C'est la première fois dans le monde qu'une nouvelle ligne expérimentale de huit voitures encadrées par deux motrices, longues de 200 mètres, réalise une telle performance sur une ligne normale.

Environnement

• **Le port de Strasbourg en 1978.** — Au cours du premier semestre de l'année en cours, le port de Strasbourg a sensiblement augmenté ses tonnages par rapport à la période correspondante de l'année précédente. Les tonnes (6 888 000 en 1977), le trafic rhénan a progressé de 4,7 %. L'augmentation, est de 10,7 % pour le trafic des canaux (105 000 tonnes au lieu de 95 000) et de 10,1 % pour le trafic ferroviaire (1 100 000 tonnes au lieu de 997 000).

• **Minuterie morte dans le port de Havre.** — Une cinquantaine de tonnes de pétrole brut ont été déversées dans la mer dans la nuit du 22 au 23 août, lors des manœuvres de déchargement d'un pétrolier, le « Antier », qui se trouvait au Havre. La majeure partie du pétrole avait été éliminée dans la nuit même. Toutefois, le préfet maritime de Cherbourg, en même temps qu'il a décidé de la surveillance des trasse de pollution par la marine nationale.

• **Pour sauvegarder les oiseaux de Bretagne.** — Le Fonds mondial de protection de la faune a annoncé qu'il avait reçu d'une somme de 7 500 dollars (environ 33 060 F) pour favoriser la remise en état des réserves d'oiseaux touchées par la catastrophe de l'Amoco-Cadiz sur les côtes bretonnes. Cette somme, collectée par les Américains vivant à l'étranger, sera remise à la Société pour l'étude et la protection de la nature en Bretagne (S.E.P.N.B.).

Aménagement du territoire

• **Un parc d'attractions de 150 hectares au Cap d'Agde.** — Un groupement américain étudie la possibilité d'aménager un parc d'attractions de 150 hectares à l'entrée du Cap d'Agde (Hérault). Inspiré des « Amans de Jules Verne », ce parc nécessiterait un investissement de 250 millions de francs et accueillera un million et demi de spectateurs par an. Des études de marché se poursuivent afin de déterminer si la clientèle espagnole sera attirée par ce « luna park » qui se classerait parmi les plus importants d'Europe.

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

LE PROGRAMME AUTOROUTIER POUR 1983

Le gouvernement confirme ses intentions

Après la parution d'un article dans le Monde du 24 août annonçant des retards dans le programme autoroutier pour 1983, le ministère des transports a publié le communiqué suivant :

« La construction du réseau français ne devrait pas souffrir de retard dans les années à venir. Le programme décidé le 15 juin 1977 qui prévoit de doubler d'ici à 1983 le réseau actuel d'autoroutes reste l'objectif du gouvernement. Le rythme de construction de 500 kilomètres par an environ sera donc maintenu ».

« Le budget pour 1979 prévoit les crédits nécessaires au financement du programme arrêté dans le cadre de la décision de 1977 », ajoute le ministère qui précise encore :

« Pour certaines sections concédées (une centaine de kilomètres au total), dont la mise en service était prévue à la fin de cette année, des retards interviendront en raison de conditions climatiques défavorables qui ont gêné les travaux. C'est notamment le cas de la section Narbonne-Carcassonne sur l'autoroute des

Deux-Mers qui sera mise en service au début de 1979 au lieu de la fin de 1978 ».

« En 1978, selon le ministère des transports, 475 kilomètres d'autoroutes et de voies urbaines rapides devaient être construits dont 352 mètres en service national. En fait, cette année, 480 kilomètres environ. Mais les retards seront rattrapés dans les premiers mois de 1979 ».

« Le gouvernement confirme ses intentions, mais ne voit mal comment avec un budget et un montant d'emprunt en régression, même en privatisant certains services de transports pourra financer un réseau autoroutier de plus en plus étendu. D'une part, le coût des travaux augmente d'année en année ; d'autre part, les liaisons autoroutières moins fréquentées, donc moins rentables, prévues dans le programme pour 1983 n'attirent pas les sociétés privées. Leur réalisation sera donc dans la quasi-totalité des cas confiée à des sociétés d'économie mixte, mais le recours à ces sociétés semi-publiques imposera une participation plus importante. — M.-C. R. 1 »

ENVIRONNEMENT

La « pouille chimique » de Silésie

LA FIRME AMÉRICAINE INTERROMPT LE TRANSPORT DE SES DÉCHETS

Kassel (R.F.A.) (A.F.P.). — La société américaine Allied Chemical a interrompu provisoirement le transport de déchets chimiques dans la circonscription, et sort du territoire de la firme chargée du stockage de ces déchets.

Deux seulement des quatre conteneurs remplis d'insecticide hautement toxique, le Kepone, arrivés à Rotterdam, seront livrés à Herfa-Neurode. Allied Chemical, a continué le portage, à pris cette mesure afin d'éviter l'accident de soi de son contrat avec la société ouest-allemande.

A Paris dans le XIII^e arrondissement

LA CITÉ VERTIE ET LA CITÉ FLEURIE À NOUVEAU MENACÉES

Mme Gisèle Moreau, députée communiste du treizième arrondissement, a déclaré que la Cité verte et la Cité fleurie, situées dans la circonscription, et sont à nouveau gravement menacées par la convulsion des promoteurs.

Mme Moreau proteste contre « les restrictions » que le ministre de l'environnement et du cadre de vie s'apprête à apporter à l'instance de classement de la Cité verte.

« Selon les termes mêmes d'une lettre que M. d'Ornano m'a adressée le 10 août, a indiqué le député communiste, « la mesure conservatoire ne prévoit pas de classer tout le terrain et les constructions existantes, dès lors qu'un projet de construction consistant à augmenter la densité de l'habitat ».

Mme Moreau a enfin annoncé que « les élus communistes parisiens porteront la question à l'ordre du jour du Conseil de Paris le 21 septembre prochain, et ils lanceront également un appel aux personnalités du monde des arts et de la culture afin de créer un comité de soutien pour sauver les deux cités ».

CIRCULATION

AFLUENCE RECORD SUR LES ROUTES POUR LES RETOURS DE VACANCES

DE VACANCES

Une affluence record est attendue sur les routes et dans les gares en cette fin de semaine et fin de mois. Cinq millions et demi de vacanciers français et étrangers, estiment-on, vont, entre vendredi et lundi prochains, prendre le chemin du retour en nombre nombreux, du départ. Ces déplacements sont effectués principalement le matin et en début d'après-midi, surtout en provenance des grands lieux de vacances, le Midi et la Bretagne. D'ici ces conseils de la direction des routes : partir le matin très tôt ou le soir très tard, emprunter, notamment dans les secteurs les plus fréquentés, les itinéraires bis de liaison.

La S.N.C.F. par son part, mettra en service, du vendredi 25 au lundi 31 août, 2 985 trains dont 238 supplémentaires entre la province et Paris.

« On apprend, enfin, qu'en juillet dernier, 21 914 accidents de la route, qui ont fait 1 201 tués et 31 669 blessés, ont été décomptés en France par les services de police et de gendarmerie. En juillet 1977, on avait compté 24 076 accidents, 1 573 tués et 34 880 blessés. Les services responsables estiment que le mois de juillet 1978 a été « le moins meurtrier depuis dix ans ».

DÉMOGRAPHIE

CORRESPONDANCE

NOUS NAURONS PLUS D'ENFANTS

Mme Rosy Couderc, de Metz (Ardennes), nous écrit :

« L'adversaire ardent d'une politique nataliste, M. Michel Debret écrit dans le Monde du 12 août : « En fait de politique familiale et d'aide à la mère de famille, nous devrions être les premiers car nous traversons les effets de la dramatique dénatalité du dix-neuvième siècle et du début des vingt-cinq siècles. Le débat prend de nouveaux une allure catastrophique... » Plus loin, il poursuit avec passion : « Donnons un élan neuf à une politique favorable aux jeunes couples, à la mère de famille, à l'enfant — priorité des priorités ! ».

« Mais ! Quelle que soit leur grandeur, il y a fort à craindre que ces cris d'alarme ne semblent une nouvelle fois dans l'indifférence silencieuse de ceux qui nous gouvernent. Car il faut reconnaître que, dans notre société, rien n'est fait pour donner véritablement à un couple conscient et responsable le désir profond de mettre au monde des enfants ».

Nous vivons dans un monde cruel et difficile où d'autre part la femme paie encore bien cher sa différence, et dans son souci d'indépendance et d'épanouissement personnel, se révèle désormais être un frein, souvent un insurmontable obstacle. Je n'en veux donc pas preuve qu'un exemple personnel.

Mais ce n'est pas d'une fille qui vient d'avoir deux ans, je me suis présentée en janvier dernier au concours de recrutement d'inspecteurs à la jeunesse et aux sports, qui attirait onze postes. Malgré mon éloignement dans un village de province, les difficultés rencontrées pour me procurer la documentation nécessaire à la préparation du concours, les pro-

bèmes créés par la garde de mon enfant, malgré ainsi la fatigue inhérente à mon état — enceinte, j'ai tenté de me faire pour le mois de juin, malgré tout, à force de volonté, j'ai assumé les frais et surmonté lassitude et obstacles. J'ai passé six concours et j'ai été admise. J'ai participé à dix épreuves d'admission, tant que je l'ai pu, mais ma lutte a été vaincue. Convaincue à Paris, le 20 mai, pour la dernière épreuve d'admission — un entretien de trente minutes — mon état ne permettait plus de me y rendre. Encouragée et provinciale de surcroît, quels qu'aient pu être mes efforts, ils étaient réduits à néant. Je ne pouvais même pas espérer une deuxième session !

Mon bébé est né le 1^{er} juin. Un enfant de plus pour la France, une liberté en moins pour la mère. Pour cet enfant nouveau-né, j'ai dû sacrifier l'espoir d'un métier auquel j'avais consacré, pendant l'attente, mes peines et mes efforts. Avec deux enfants, à présent, il sera plus difficile encore de recommencer.

C'est pourquoi j'ai envie de répondre à M. Debret, qui évoque l'indépendance et l'épanouissement personnel, et règlementé par des hommes, ou se précipitent plus humainement de la femme. Mais non, si à l'heure où l'on souhaite la pleine participation des femmes à la vie économique, politique et sociale de la France, et ainsi que l'exprimait le chef de l'Etat lors de la réunion de presse du 14 juin le Monde daté 18-19 juin, rien n'est véritablement fait pour la permettre. Quel que soit notre amour de la vie, quel que soit notre élan, nous n'aurons plus d'enfants.

LE MONDE
me propose à sa disposition
de passer des articles
à paraître dans son journal
Vous pouvez également
LA MAISON
que vous recherchez.

Je suis de 1950

Le Monde

économie

ERRITOIRE
IER POUR 1983
ses intentions

SOCIAL

LA LUTTE CONTRE LE CHOMAGE

En retard d'une guerre...

(Suite de la première page.)

Partant de là, une multiplication systématique d'emplois qualifiés aurait sûrement pour effet de réduire le nombre des chômeurs. Une recherche en ce sens a été menée par un groupe de travail animé par M. F. Laporte pour le compte du Haut Comité de l'Environnement. Le rapport a exploré non seulement les secteurs intéressants de la qualité de la vie, mais des activités et des métiers nouveaux. Il serait fastidieux d'en dresser la liste, mais le découpage permet de se rendre compte du champ d'investigation.

Dans les emplois publics, on découvre les métiers liés à l'Etat, on découvre : la gestion de certains sites fragiles, le contrôle des pollutions, les nuisances, l'animation culturelle et sportive, la formation professionnelle et la recherche.

Du côté industriel, on peut trouver les activités liées à la lutte contre tout ce qui perturbe l'environnement, à l'entretien, à la protection de la nature, à l'amélioration du cadre de vie urbain, aux loisirs et au tourisme, à la consommation (personnel de gestion des collectivités, enseignants, diététiciens, contrôleurs de l'alimentation, chercheurs, etc.).

Dans les activités et les métiers nouveaux, il faudrait citer surtout les occupations plus ou moins directement en rapport avec la vie sociale, visant à un développement des fonctions collectives de plus en plus utiles, par une meilleure association des habitants à la vie locale et des usagers aux services collectifs. Par exemple : prise en charge des enfants en dehors de l'école, assistance juridique, conseils aux consommateurs, etc.

« Coller au terrain »

La demande de travail est beaucoup plus « régionalisée ». Contrairement à ce qu'on pourrait penser, il y a encore quelques années, à la lumière de l'histoire, surtout de celle du dix-neuvième siècle, l'industrie ne déplace plus massivement les travailleurs à moins que leur niveau de qualification soit bas, comme celui des immigrés.

Les licenciements se poursuivent dans les petites et moyennes entreprises

Les cent soixante-dix personnes employées à l'entreprise «aux-voies» (constructions préfabriquées) à Courchettes, près de Douai (Nord), viennent d'être informées de leur licenciement. En juillet, deux cents salariés avaient été licenciés dans cette entreprise. On fait état d'un éventuel rachat par une société paritaire, mais les négociations n'ont pas avancé au 15 septembre, se fait la liquidation.

« Il importe de veiller... à ce que les institutions des collectivités locales en matière d'aide à la création d'emplois n'échappent pas à la cohérence et aux procédures définies au plan national »

L'essentiel pour faire face au chômage est de le traiter non plus seulement comme un problème économique, mais comme un phénomène de société. Il est significatif que des socialistes aient bien compris de nombreux de nos hommes politiques ont instrumentalisé avec le travail comme (travailler uniquement pour gagner sa vie), mais d'autres modèles apparaissent : on veut également travailler pour réussir sa vie. On n'accepte pas en tout d'un autre côté, n'importe quel sacrifice dans sa vie de famille, dans son arbitrage loisirs-vie personnelle-vie de travail.

On peut imaginer aussi une meilleure combinaison dans le temps d'activités de nature distincte. C'est le cas par exemple de deux activités saisonnières « été-hiver » mises bout à bout pour procurer à une même personne un emploi durable. L'enchaînement des activités pourrait se faire par la réalisation de occupations d'automne consacrées à l'entretien (de la nature, des bâtiments, des équipements). En outre, il serait bon de substituer à la multiplicité des employeurs un employeur unique (collectivité locale ou organisme original créé dans le cadre d'un contrat de pays) ou de tout autre instance locale de concertation.

locales sera présentée à l'automne (2). Ces missions concernant l'emploi devraient être expressément reconnues, ce qui ne semble pas être le cas si l'on en juge d'après les travaux préparatoires de cette loi.

Comme l'écrit très justement l'auteur du rapport sur les emplois qualifiés cités plus haut, « à une approche globale, qui laisserait échapper le caractère du recours de l'initiative locale, semblent devoir être préférées des expériences territoriales. Et cela pour plusieurs raisons : tout d'abord parce qu'elles permettraient de coller au terrain » et de rechercher, par petites régions, par bassins d'emplois ou par pays, les besoins spécifiques d'activités qualifiées. Ensuite, parce qu'il apparaît que l'action publique maîtrisée plus efficacement les opérations bien localisées qui favorisent une action diversifiée et précise. Enfin, parce que l'accent mis sur le « local » suppose que l'on s'attache à valoriser la capacité d'initiative territoriale.

Mais, un peu plus loin, ce même rapport attire l'attention sur le danger d'actions improvisées.

Une étude du Bureau international du travail

Cent chômeurs de plus par minute dans le monde

Toutes les minutes, il y a, dans le monde, cent demandeurs d'emploi supplémentaires ; la montée du chômage continuera à ce rythme au moins jusqu'à l'an 2000, estime le Bureau international du travail (B.I.T.), dans une étude publiée mardi 22 août à Genève.

Selon ce document, l'accroissement moyen annuel de la population active du globe, qui a été de vingt-deux millions de personnes entre 1950 et 1975, va passer à cinquante millions de personnes d'ici à la fin du siècle. En l'an 2000, la population active mondiale sera composée de deux milliards et demi de personnes ; les vingt ans qui viennent, il va falloir créer, constate le B.I.T., un milliard deux cent cinquante millions d'emplois pour les deux cent millions de nouveaux arrivants sur le marché du travail.

Les pays en voie de développement devront assumer 85% de ces créations d'emplois, alors que la

population active des pays industrialisés n'augmentera que de cent dix-neuf millions de personnes d'ici à l'an 2000 (contre cent vingt-deux millions entre 1950 et 1975). Si la baisse de leur taux de natalité se poursuit, remarque encore l'étude du B.I.T., les pays industrialisés n'auront pas un nombre suffisant de travailleurs au début du vingt et unième siècle, ce qui risque de compromettre leur croissance économique.

En Grande-Bretagne, le nombre des chômeurs a, pour le deuxième mois consécutif, augmenté en août, pour atteindre 6,7% de la population active.

Après correction des variations saisonnières, le chômage touchait 1 302 100 Britanniques à la fin d'août, soit 5,8% de la population active, contre 5,7% en juillet.

En Allemagne fédérale, le nombre des chômeurs s'est accru en juillet de 5,1% par rapport à juin, passant de 677 330 à 922 230 (+ 44 900).

M. GEORGES SÉGUY RÉPOND À M. EDMOND MAIRE

« Les travailleurs ont besoin de syndicalistes modestes »

L'interview de M. Georges Séguy à Amiens, 23 août, prévue par cette chaîne pour le mercredi 23 août, a été reportée au mardi 29 août, le secrétaire général de la C.G.T., ne se trouvant actuellement pas à Paris. Copeland, M. Séguy répond, dans le quotidien communiste du Nord-Pas-de-Calais, le Liberté, à M. Edmond Maire, en faisant allusion à l'interview du leader de la C.F.D.T. publié dans le Monde du 23 août.

M. Edmond Maire s'est hissé à un niveau où il ne se relâche pas par crainte du verbe, déclare M. Séguy, les travailleurs ont moins besoin de « professeurs de haut » que de syndicalistes modestes et responsables.

Enfin, conclut le secrétaire général de la C.G.T., dans la mesure où M. Maire n'utilise pas une seule fois les mots « unité d'action », et qu'il a recours à nouveau aux calambours et aux institutions inutiles à propos de l'indépendance de la C.G.T., il reste à savoir s'il est décidé à donner à la lutte syndicale les moyens de sa pleine efficacité.

RECTIFICATIF. — Un paragraphe omis à la fin de l'article publié dans le Monde du 24 août, nous le révoquons. M. Edmond Maire entend reconstruire l'esprit socialiste, a créé une confusion regrettable entre les propos du leader C.F.D.T. et l'analyse qu'en faisait l'Humanité. Le paragraphe omis est le suivant : « Dans l'analyse qu'elle fait de cet article, l'Humanité du

23 août déclare que « le secrétaire général de la C.F.D.T. persiste à donner de la politique du parti communiste français une image qui ne correspond ni à la réalité des textes ni à celle des faits ».

PRESSE

Un contrat de rédaction signé au « Courrier picard »

Amiens. — Un contrat de rédaction a été signé au « Courrier picard » — société coopérative ouvrière de production — entre la direction et deux syndicats de journalistes (C.G.C. et C.G.T.) et l'ont pas ratifiés.

Ce contrat, conclu pour une durée de trois ans et révisable par tacite reconduction, était prévu par l'accord d'entreprise du 10 juin 1977 qui avait conduit à une importante réduction des rémunérations pour assurer le redressement financier de la société. Il prendra effet au mois de septembre.

Qualité d'acte de fidélité dans le renouvellement », ce contrat réaffirme solennellement les principes mis en avant par les fondateurs du Courrier picard, exprimés en particulier par la charte du Conseil national de la résistance. Il souligne la volonté du journal d'être au service du développement économique, social et culturel de la région. Il reconnaît les droits professionnels des journalistes, notamment l'article 8 de la déclaration des droits et devoirs élaborée en 1964 par la Fédération des associations professionnelles de journalistes français, déclaration reprise en annexe de l'accord.

L'accord du Courrier picard institue une coopération permanente entre la direction, la rédaction en chef et la rédaction — qui fonctionnera selon le principe d'équipes autonomes chargées d'un secteur géographique ou thématique. Cette coopération est assurée organiquement par deux instances consultatives : — D'une part, la commission permanente de rédaction, présidée par le rédacteur en chef et composée des représentants syndicaux et des élus de la rédaction (délégués du personnel et membres du comité d'entreprise). Elle donne son avis sur le déroulement des carrières des journalistes et étudie les problèmes de formation ;

— D'autre part, le groupe central de réflexion — instance permanente de réflexion sur le contenu du journal — est présidé par la direction et composé de membres permanents : hiérarchiques et représentants syndicaux. Chaque réunion (mensuelle) est consacrée à un thème. Établi d'abord par les membres permanents avec les journalistes concernés, le sujet est ensuite examiné avec les membres associés extérieurs (un représentant de l'Union régionale des organisations de consommateurs et six à dix personnes qualifiées).

RÉPUBLIQUE TUNISIENNE
APPEL D'OFFRES INSTALLATIONS DE COMPRESSION
A EL-BORMA
REPORT DE DATE D'OUVERTURE
DES PLIS
Suite à la demande de plusieurs entrepreneurs la S.T.E.G. a décidé de reporter la date d'ouverture des plis au 27-9-78 à 16 h. au lieu du 6-9-78 initialement prévu. L'ouverture des plis sera publique.
La date limite de dépôt des plis est fixée au 26-9-78.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

L'entreprise Pizon et Michel à Amboise (Indre-et-Loire), spécialisée dans la fabrication de produits en matière de papier, a déposé son bilan le 18 août. Cédé au groupe italien Franchi, puis revendue à des industriels de Brescia, l'entreprise a réalisé cette année un chiffre d'affaires de 30 millions de francs. Selon la direction, l'emploi des 190 salariés et des 150 travailleurs à domicile n'est pas menacé, le syndicat ayant autorisé l'entreprise à continuer ses activités.

Le groupe chimique américain Hercules, premier producteur mondial de polypropylène, a décidé de se retirer d'Europe : son tour en vendant à Ciba-Geigy, le numéro un de la chimie suisse, ses installations d'Europe à la région (Belgique) et de Maastricht (Pays-Bas) ainsi que toutes ses activités dans le domaine des pigments.

Hercules est le troisième chimiste américain à quitter les rives du vieux continent après Union Carbide et Monsanto (le Monde des 18-19 juin et du 24 juillet), qui l'un et l'autre ont revendu leurs filiales à B.P. Chimical.

Une société destinée à assurer le financement des stocks de

Publié

صحة الامم

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 23 AOUT

Chute des pétroles

Les mouvements de hausses que les boursiers croient durablement reportés mardi à subi un coup d'arrêt...

LONDRES

Un nouveau repli des cours est enregistré jeudi matin au London Stock Exchange...

NEW-YORK

Stimulé par la ramencée du dollar, le marché à terme a enregistré un nouveau stade de hausse...

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

SANCT-SPIRITUS - PONS-LE-MOULIN. Le chiffre d'affaires consolidé du groupe pour le premier trimestre...

INDICES QUOTIDIENS

Table with 2 columns: Index Name, Value. Includes indices for Paris, London, and New York.

COURS DU DOLLAR A TOKYO

Table with 2 columns: Type of transaction, Rate.

Taux du marché monétaire

Table with 2 columns: Instrument, Rate.

BOURSE DE PARIS - 23 AOUT - COMPTANT

Table with 4 columns: Value, % change, Bid, Ask. Lists various stocks and their prices.

BOURSE DE PARIS - 23 AOUT - COMPTANT

Table with 4 columns: Value, % change, Bid, Ask. Lists various stocks and their prices.

BOURSE DE PARIS - 23 AOUT - COMPTANT

Table with 4 columns: Value, % change, Bid, Ask. Lists various stocks and their prices.

VALEURS

Large table with multiple columns: Value, Bid, Ask, % change. Lists various international and domestic securities.

MARCHÉ A TERME

Table with multiple columns: Instrument, Bid, Ask, % change. Lists various futures contracts.

MARCHÉ A TERME

Table with multiple columns: Instrument, Bid, Ask, % change. Lists various futures contracts.

COTE DES CHANGES

Table with 2 columns: Location, Exchange Rate.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table with 2 columns: Instrument, Price.

LES PETITES NOUVELLES

Les petites nouvelles de la semaine...

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2. IDEES — ACTION SOCIALE : « Aide collective et démocratie libérale », par Michel Levy ; « Handicap et solidarité mondiale », par le Dr M. Houssier.
- 3. ETRANGER
- 4. AFRIQUE ASIE
- 5. AMERIQUE
- 6. SOCIÉTÉ — La préparation de conclure : « La crasse et la souffrance », par Xavier Gall.
- 7. MÉDECINE JUSTICE
- 8. SPORTS

LE MONDE DES LIVRES
Pages 9 à 13

- Le feuilleton d'Ives Fiorama : « André Gide et la première N. E. F. », d'Auguste Angèle.
- Ces gens qui font des lettres : Lovcraft, Mme de Sévigné.
- Romans : Lucie Amy et l'urgence de l'amour.
- Écrivains russes de l'intérieur.

- 13-14. CULTURE
- 16. ÉQUIPEMENT
- 17-18. ÉCONOMIE

LIRE ÉGALEMENT
RADIO-TELEVISION (8)
FUELLERON : Adieu Californie (9).
Annonces classées (15) : Aujourd'hui (7) ; Carnet (13) ; « Journal officiel » (7) ; Loterie nationale et Loto (7) ; Météorologie (7) ; Mots croisés (7) ; Bourse (19).

M. JEAN-MARIE CAVADA EST NOMMÉ DIRECTEUR ADJOINT A FR 3

M. Jean-Marie Cavada, ancien rédacteur en chef à Antenne 2, directeur en chef à R.T.I. depuis mars 1977, devait signer, ce jeudi 24 août, le contrat qui va dissoudre le Ier à FR 3. Nommé directeur adjoint pour cette chaîne, M. Jean-Marie Cavada y aura la responsabilité des services de l'information nationale ainsi que du journal régional Paris-Île-de-France (Le Monde du 4 août 1978). Il devrait prendre ses nouvelles fonctions le lundi 28 août. M. Jean-Marie Cavada présentera une dernière fois le mercredi 23 août, le journal du matin de R.T.I. Il travaillera par la suite collaborateur à la rédaction de cette station sous des formes qui ne sont pas encore précisées.

NOUVELLES BRÈVES

● Deux évêques de la faim hospitalisés. M. Yves Condamin, secrétaire du CID-UNATI du Bas-Rhin, et un de ses amis artisans, qui avaient entrepris à Strasbourg une grève de la faim le 18 août, ont été hospitalisés le 23 août en raison de leur état de faiblesse. Les deux hommes avaient cessé de s'alimenter après que M. Condamin ait été expulsé de la « blanchisserie-pressing » qu'il exploitait à Strasbourg, et alors qu'il pourchassait en cassation l'état déjà engagé. M. Condamin avait adjoint, avec l'accord verbal du propriétaire des murs, un pressing à la blanchisserie acquise en 1970 ; le nouveau propriétaire a poursuivi M. Condamin pour non-respect du bail (qui stipulait simplement « blanchisserie »).

● Au Japon. — La balance des paiements courants a été de 2 milliards et 80 millions de dollars soit nettement plus qu'il y a un an à la même époque (1,5 milliard). Depuis le début de l'année, l'excédent de la balance des paiements courants du Japon atteint 10,8 milliards de dollars. L'indice de la production industrielle japonaise, quant à lui, s'est inscrit à 121,5 en juin contre 122,4 en mai sur la base 100 en 1975, soit une baisse de 0,7 % en un mois. Par rapport à juin 1977, la progression est de 5 %.

● La baisse de juin survient après huit mois d'une progression interrompue qui a fait passer l'indice de la production industrielle de 115 en octobre à 122,4 en mai (+ 6,4 %).

Le numéro du « Monde » daté 24 août 1978 a été tiré à 367 365 exemplaires.

A B C D E F G H

MM. Chirac et Guéna critiquent la politique économique du gouvernement

M. Jacques Chirac, interrogé mercredi soir 23 août au micro de France-Inter, a notamment déclaré que « l'affaire du Parlement européen », n'était pas une « grande affaire », mais une « mauvaise affaire ».

« Elle sera soumise aux instances du mouvement gaulliste dans les prochains mois, a-t-il ajouté, et c'est seulement à ce moment que nous aurons à prendre position. »

Abordant la question du chômage, le président du R.P.R. a affirmé : « Nous pensons que devant les problèmes du chômage en particulier, il est nécessaire d'avoir une politique de planification et de relance. Nous verrons l'examen et le vote du budget et c'est à ce moment que nous nous emploierons à peser sur les décisions. »

M. Yves Guéna, député de la Dordogne, conseiller politique du R.P.R. a affirmé, de son côté, que le R.P.R. était conduit à « nuancer son jugement sur la politique économique suivie depuis six mois ».

Préparant la parole mercredi 23 août à Hesdin, pour soutenir le Dr Thuillon, candidat R.P.R., à l'élection législative partielle de la 4^e circonscription du Pas-de-Calais des 8 et 10 septembre, M. Guéna a ajouté :

« Nous apprécions, certes, le schéma général de libéralisme économique et notamment la libération des prix, mais nous émettons des réserves sur la forte hausse des tarifs publics, alors que les services publics ont un certain prolongement social. Sur tout nous ne croyons pas que le simple jeu des mécanismes économiques puisse relancer notre économie et résorber le chômage, nous voulons que l'économie soit soutenu par l'État. Nous voulons que l'objectif central soit la lutte pour le plein emploi. »

UN JOURNAL DE BONN MET EN CAUSE LE MAIRE DE PARIS

Le journal ouest-allemand General Anzeiger de tendance chrétienne démocrate, s'en prend violemment à M. Jacques Chirac en sa qualité de maire de Paris, et lui reproche de saluer « toutes les occasions pour se montrer en avant sur la scène internationale ». Le quotidien allemand écrit notamment : « Il ne se demande pas si son action est compatible avec la ligne de politique étrangère générale de son pays. (...) Le fait qu'il apporte son soutien à la propagande communiste en accueillant en fêtes d'honneur les maîtres de six villes soviétiques et polonaises lui est indifférent. » Le journal qualifie l'entrevue de M. Jacques Chirac de « politiquement douteuse ».

Le maire de Paris a ainsi invité, pour l'anniversaire de la libération de Paris le maire de New-York (Le Monde du 24 août).

M. RAYMOND BARRE EN VISITE DANS L'YONNE

Le président de la République s'est entretenu pendant une heure trente avec M. Raymond Barre, le mercredi 23 août en fin d'après-midi. M. Valéry Giscard d'Estaing était arrivé au fin de matinée à Paris, venant de Bangui.

M. Pierre Hunt, porte-parole de l'Elysée, a confirmé que le président de la République avait rencontré, dans la capitale centralisée, les chefs d'état fédéral et zairois, MM. Félix Maloum et Mobutu Sese Seko, ainsi que l'empereur Bokassa 1^{er} de Centrafrique et M. Léon Mebiame, premier ministre gabonais. M. Giscard d'Estaing avait annulé, en raison de cette rencontre, le séjour qu'il devait faire dans le Puy-de-Dôme (Le Monde du 23 août).

Après le conseil des ministres, qui se réunit ce jeudi 24 août, M. Barre se rend à Chéroy, dans l'Yonne, pour le cinquantième anniversaire du syndicat intercommunal à vocation multiple qui regroupe vingt-quatre communes de ce canton. Le premier ministre devait prononcer un discours sur la réforme des collectivités locales.

Vendredi après-midi, M. Barre répondra à l'invitation de jeunes giscardiens du mouvement Autrement, qui tiennent leur deuxième « campus d'été » à Beaucourt (Oise), du 20 août au 10 septembre. Le premier ministre regagnera Paris vendredi en début de soirée. Le 25 septembre, M. Barre se rendra aux journées parlementaires du groupe U.D.P., organisées à Toulon du 25 au 28 septembre.

● M. Jean-Jacques Beucler, député (U.D.F.) de Haute-Saône, président du Comité national d'étude et de coopération franco-cambodgienne et franco-laotienne, devait être reçu par le président de la République le jeudi 24 août afin de l'informer de la situation des réfugiés d'Indochine en France.

● M. Jean-Jacques Beucler, député (U.D.F.) de Haute-Saône, président du Comité national d'étude et de coopération franco-cambodgienne et franco-laotienne, devait être reçu par le président de la République le jeudi 24 août afin de l'informer de la situation des réfugiés d'Indochine en France.

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES PARTIELLES

● Dans la septième circonscription de Paris (partie quatorzième arrondissement), où le premier tour de l'élection législative partielle provoquée par l'invalidation de M. Christian de La Malène (R.P.R.) est fixé au 24 septembre (Le Monde du 24 août), le comité d'arrondissement et les comités de section du P.C. ont décidé de désigner comme candidat Mme Rolande Perleau, sénateur, qui aura pour suppléant M. Serge Arnoult. Mme Perleau était arrivée au premier tour des élections législatives de mars dernier en troisième position avec 8 277 voix derrière M. de La Malène et Mme Avies (P.S.) qui avaient respectivement recueilli 11 440 et 8 781 suffrages. L'Humanité du 24 août précise que M. Georges Marchais participera à un meeting de soutien à la candidate communiste.

● Dans la première circonscription de Meurthe-et-Moselle, où le premier tour de l'élection partielle est fixé au 24 août, après l'invalidation de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber est fixé au 17 septembre, sept candidatures ont été déposées. Ces candidatures seront reçues jusqu'au 27 août. Il s'agit de celles de MM. Jean-Jacques Servan-Schreiber, U.D.F.-rad., Claude Hurlet, Yves Tourny, Henri Be-gorre, P.S.U., et Mlle Christiane Nimgern, Lutte ouvrière.

● Une protestation verbale soviétique contre le traité de paix sino-japon, signé le 12 août dernier, a été formulée, mercredi 23 août, à Tokyo, par M. Boris Zinoviev, ambassadeur par intérim, à M. Keizuke Arita.

Sur les marchés des changes

Le dollar toujours instable

Le rétablissement du dollar se révèle définitivement assez prudent. Vingt-quatre heures à peine après avoir semblé retrouver des ailes, le dollar américain a de nouveau faibli jeudi matin sur toutes les grandes places financières internationales, administrant une nouvelle fois la preuve de sa vulnérabilité. A Paris, le dollar est ainsi revenu à 4,3875 F (contre 4,4175 mercredi en clôture), s'établissant à 2,9670 DM (contre 2,9170) à Francfort, à 1,4025 ¥ (contre 1,3770) Zurich, et à 131,45 ¥ (contre 132,10) à Tokyo.

Des marchés très calmes

Cette légère recrudescence est toutefois éperdue dans des marchés qualifiés de très calmes par les cambistes. Elle n'a en demeurant vraiment surpris personne.

Avant de reprendre des positions à la hausse, les opérateurs, expliquent-ils dans les milieux financiers, attendent de connaître l'ensemble du dispositif que le gouvernement américain a promis de mettre sur pied pour assurer la défense du dollar.

Or, le président Carter est en vacances, ainsi que le secrétaire américain au trésor, M. Michael Blumenthal. Dans ces conditions, aucune mesure nouvelle, estime-t-on, ne pourra être prise avant plusieurs semaines et le dollar se retrouve livré à lui-même.

En attendant, ce nouvel affaiblissement du dollar a ravivé l'intérêt sur Fox, dont le prix, tombé mercredi matin à 198,30 dollars, est remonté à 202,70 dollars.

CORSE : UN COMMANDO DÉTRUIT UNE RÉSIDENCE SECONDAIRE APRÈS EN AVOIR ÉVACUÉ LES OCCUPANTS

Un commando se réclamant du Front de libération nationale de la Corse (F.L.N.C.) a dynamité, dans la nuit du mercredi 23 au jeudi 24 août, une résidence secondaire à Forliccio, sur la rive sud du golfe d'Alaccio. Le commando de huit hommes, qui avait pénétré à 11 h 30 dans la maison appartenant à M. Facchinetti, a placé plusieurs charges explosives, après avoir fait évacuer les occupants. Quelques minutes plus tard, la résidence était complètement rasée.

Avant de partir, un des membres du commando a précisé aux occupants que cet acte était commis en signe de protestation contre l'intervention des forces de l'ordre à Ghisonaccia.

Le mardi 23 août, près de Ghisonaccia, dans la plaine orientale des affrontements avaient opposé des agriculteurs corses à des gendarmes mobiles, dont deux ont été légèrement blessés par des jets de pierres.

Les membres de la fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (E.D.S.E.A.) qui avaient bloqué avec plusieurs centaines de ronds pastoraux 198 (Bastia-Bonifacio) réclamaient la mise en liberté d'un colporteur bastiais, M. Mathieu Willordi. Cet homme avait été arrêté et détenu à la prison de la Santé dans le cadre de l'opération de police menée contre le Front de libération nationale (F.L.N.C.) au mois de juin dernier.

A Rennes

Le tribunal de grande instance condamne des délégués du personnel à « faire cesser » une occupation d'usine

Rennes. — Quatre délégués du personnel de l'usine de Chan- tepie (Ille-et-Vilaine) de la Société parlienne de lingerie indé- mallable (SPLI) ont été assignés au référé mercredi 23 août devant le tribunal de grande instance de Rennes. Ils ont été assignés à « faire cesser » l'occupation de cette usine qu'ils avaient réintégré après l'intervention des forces de l'ordre (« Le Monde » du 18 août).

Les syndicats de la SPLI et de la société Huit S.A. — laquelle doit reprendre la gestion de cette usine rennaise, mise en liquidation de biens depuis le 31 mai dernier — réclamaient l'évacuation des lieux afin de pouvoir procéder à l'inventaire. Une partie du personnel avait occupé puis réoccupé les locaux pour obtenir « une solution globale », qui procurerait du travail aux quelques mille cinq cents salariés des cinq usines bretonnes de l'entreprise. La société Huit S.A. pour sa part, ne propose de réembaucher que deux cent cinquante des quatre cent cinquante-neuf salariés de Chan- tepie.

Au P.C.

LA JOURNÉE DU 29 AOÛT CONTRE LES LICENCIEMENTS

Le bureau politique du parti communiste français a fait le point de la rencontre du 29 août entre les dirigeants, les parlementaires du parti et les délégués des travailleurs en lutte contre la fermeture de leur entreprise, les licenciements et les menaces sur l'emploi. « Ce rassemblement, dit-il, a démontré que le plein-emploi n'est pas un mythe, qu'il est, au contraire, un objectif actuel, nécessaire tant pour les hommes que pour l'économie de notre pays et son indépendance. »

« Georges Marchais en apportera la preuve, ce jour-là, en présentant les propositions du parti communiste français. » Le secrétaire général du P.C. a écrit au premier ministre pour lui demander une entrevue le 29 août.

UN AGRICULTEUR MEURT APRÈS DES PLOURES DE GUÉPES

Un agriculteur de Beaulieu-de-Venelles (Vaucluse), M. André Faucon, cinquante-sept ans, est mort, mercredi 23 août, après avoir été piqué par quatre guêpes alors qu'il travaillait dans un champ.

Malgré l'intervention rapide d'un médecin et du service de réanimation des sapeurs-pompiers, M. Faucon est décédé peu de temps après avoir perdu connaissance.

Les piqûres d'insectes venimeux (guêpe, abeille, frelon) ou de scorpion comme les morsures de serpent sont l'équivalent d'une injection sous-cutanée d'antigènes puissants. Les réactions déclenchées dépendent alors de la sensibilité particulière de sujet à cet allergène. Le plus souvent, la piqûre ne déclenche qu'une réaction douloureuse locale avec œdème. Mais parfois, des troubles généraux, connus sous le nom de « choc anaphylactique », peuvent se produire.

Le phénomène de l'anaphylaxie (éthymologiquement : contraire de protection), est dû à la libération brutale d'une quantité importante de substances naturelles vaso-pressives (amines), et en particulier histamine, contenues dans les cellules chargées de répondre à une agression antigénique. Si le sujet a été « mis en alerte » par un premier contact avec l'antigène, le second contact touche alors un organisme hypersensible, et la réaction peut alors être explosive et conduire à une chute brutale de tension (collapsus cardio-vasculaire) parfois irréversible. C'est ce phénomène qui explique la gravité des piqûres d'insectes chez des sujets hypersensibles par une première piqûre (parfois passée inaperçue) quelques semaines auparavant.

FABRICANT - VENTE DIRECTE

COUVERTS ARGENTÉ ET INOX OREVERRIE

Depuis 25 ans d'ouvrages réputés

FRANOR 70 R. AMELOT 75011 PARIS TEL. 700.87.94 - Fermé le samedi

NAPAUD enseignement

ÉTABLISSEMENT PRIVÉ

19, rue Jussieu Paris 5^e
707.13.38 - 937.71.16 +
M^o : Métro Jussieu - Luxembourg
Autobus : 45, 67, 85, 87, 89
Gare : Austerlitz, Lyon

ANNÉE SCOLAIRE 78/79
Reconnus et inscriptions
3^e aux Terminales, A, B, C, D, G

SECONDAIRE
2^e, de mise à niveau et d'orientation

PRESUPERIEUR
Adaptation aux Études supérieures scientifiques
Recycle ou mise à niveau des bacheliers A, B, C, D

SUPERIEUR
Préparation aux ÉCOLES VÉTÉRINAIRES

TECHNIQUE-ÉCONOMIQUE

I.S.E.E.C.
École technique PRIVÉE
CAP - B.E.P. - Bacc G
B.T.S. - B.E.C.
Secrétariat Comptabilité

aux restanques sur mer
préparez-vous des matins grandioses...

ENTRE NICE ET MONTE-CARLO

Entre NICE et MONTE-CARLO, dans la baie de Cap-Ferrat, un appartement de prestige est offert à la vente. Il est situé dans une villa de prestige, entourée de jardins et de terrasses, avec vue sur la mer et les montagnes.

Le prix est de 1.500 millions.

LES RESTANQUES existent Venez visiter l'appartement décoré.

LES RESTANQUES
Renseignements et ventes sur place :
30, bd du Roi Albert 1^{er} (Basse Corniche)
RN 559 - 06230 Villefranche-sur-mer
Tél. (93) 53.39.49
Réalisation S.E.T.P.E.L.